

Le Quartier Latin

Journal bi-hebdomadaire de l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal

BIEN FAIRE ET LAISSER BRAIRE

MONTREAL, 31 OCTOBRE 1961

VOLUME XLIV — NUMÉRO 13

AVIS DE MISE EN NOMINATION À L'A.G.E.U.M.

Il y aura mise en nomination à l'A.G.E.U.M.

au poste de

VICE-PRÉSIDENT INTÉRIEUR

Cette mise en nomination se tiendra vendredi le 3 novembre 1961 de midi à 1 hre p.m. au local 312, 3e étage du Centre Social.

Christiane Verdon
secrétaire

LES ÉTUDIANTS ET LA SUPERBOMBE

Dans la majorité des pays du monde, sauf en Amérique du Nord, lorsque la nation a des revendications à faire, lorsqu'elle se sent opprimée ou brimée de quelque façon que ce soit, le corps étudiant, de façon naturelle, presque spontanée, se porte à l'avant-garde de la population pour exprimer ses doléances. C'est un fait courant que d'entendre parler, partout où il y a des mouvements réactionnaires ou révolutionnaires, de la présence dans ces groupes d'un contingent d'étudiants. Chez nous la chose n'est presque jamais nécessaire, d'abord parce que la masse n'est généralement pas consciente des petits cancers qui la rongent et ensuite parce que la force de l'ordre est trop solidement établie.

Il n'y a pas seulement les subtilités de l'oppression politique et économique subie qui nous menacent toutefois. Des forces aussi concrètes et pressantes que les superbombes et la radioactivité nocive qu'elles sont en mesure d'entraîner ne devraient-elles pas produire sur nous un choc si puissant qu'il nous projette au moins hors de nos pantoufles? Le gouvernement canadien a eu le mérite de faire éclater aux yeux du monde le danger pour nous Canadiens des expériences nucléaires russes. Les experts en discutent, les journaux en parlent, on en jase parfois entre deux cafés chez Valère, mais rares sont les organismes qui vont prendre l'initiative d'appuyer de façon manifeste les efforts de nos dirigeants gouvernementaux.

La masse ne réagit pas parce que, plus qu'ailleurs, elle se laisse mener. Les étudiants ne réagissent pas parce que, plus qu'ailleurs, ils sont suiveux. Et pourtant il eut fallu de si peu... parce que la crainte de la bombe, elle existe effectivement chez chacun de nous. Il n'eut fallu que d'une simple pétition faite par l'A.G.E.U.M. chez les étudiants, un geste minime quoi, ou encore d'une petite manifestation organisée par notre Association Générale devant le consulat russe ou quelque chose du genre, n'eusse été que comme collaboration morale à l'oeuvre du désarmement. Il est normal, croyons-nous, dans des conditions semblables d'exiger un signe de vie ou du moins une volonté de ne pas mourir. Peut-être que le C.R.I. (Club des Relations Internationales) aurait-il pu s'occuper

de la chose entre deux discussions sur le sort de la démocratie en Patagonie. Nos étudiants, quoi qu'on en pense, ont des énergies en réserve; l'organisation des "Campagnes de Sang", les carnavaux, les danses et autres en témoignent.

Il faut être prudent quand on reproche à l'A.G.E.U.M. de ne pas s'occuper des questions d'actualité. La charte ne dit-elle pas en effet que "l'Association (A.G.E.U.M.) a pour objet l'étude, la défense et la promotion des intérêts physiques, moraux, intellectuels, sociaux et économiques de ses membres tant individuellement que comme partie de la communauté étudiante ou de leur groupement académique respectif" (Projet d'incorporation de l'A.G.E.U.M., avril 1961, art. 4)? La question que l'on peut se poser cependant, dans un moment de

panique, c'est à quoi vont servir "la défense et la promotion des intérêts" des étudiants lorsque ceux-ci ou leur progéniture auront été atteints par les retombées radioactives... si ce n'est par la bombe elle-même. Faut-il se ranger du côté de l'ordre, même s'il finit par nous tuer?

Domage, car nous aurions pu prouver, en tant que nouvelle génération présente et active, que le gouvernement est appuyé dans ses efforts pour nous protéger (même si nous sommes séparatistes); nous aurions pu prouver que la jeunesse est encore capable de réaction malgré ses carcans qui sont beaucoup plus de l'ordre du confort et de la non-responsabilité que de l'ordre de la liberté; nous aurions pu prouver enfin que cette génération existe...

Réal Pelletier

L'UNIVERSITÉ BAT TOUS SES RECORDS: 5014 CHOPINES DE SANG

Un vide difficile à combler

Hubert Lapierre, vice-président intérieur, a donné sa démission. Il quitte son poste pour des raisons strictement personnelles.

Nous regrettons son départ. Il crée un vide peu facile à combler.

Nous tenons aujourd'hui à remercier Hubert Lapierre pour le travail qu'il a fourni depuis son élection en avril dernier. Nous tenons à souligner son esprit de collaboration, son attitude ouverte et intelligente. Les grandes réalisations ne sont possibles que dans un tel esprit. Les relations humaines, ce luxe dont seuls quelques hommes savent se servir, Hubert Lapierre en avait découvert l'importance et la nécessité. Puisse son successeur être de la même trempe. L'A.G.E.U.M. a besoin d'esprits larges, ouverts aux différents courants de pensée, d'esprits lucides au fait de nos problèmes, d'esprits audacieux qui ne craignent pas de mettre en application les solutions qui s'imposent même si elles doivent quelques fois faire mal.

Nous remercions Hubert pour le travail qu'il a accompli, nous le félicitons pour l'esprit dans lequel il l'a fait; nous regrettons son départ et souhaitons qu'il puisse à nouveau, plus tard, s'occuper des affaires agéumiques.

Jacques Girard

UN NOUVEAU COMITÉ À L'A.G.E.U.M.

Carabins et poutchinettes, à partir d'aujourd'hui, votre association (l'A.G.E.U.M. pour ceux qui en ignoreraient le nom) a décidé d'appuyer les plaintes, disons plutôt les suggestions susceptibles d'améliorer le sort des étudiants sur le campus. A cet effet, un comité d'"Enquêtes et Suggestions" (des malins disent, de "plaintes et complaints") a été créé lors de la dernière réunion de l'A.G.E.U.M. Ce comité recueillera et étudiera vos requêtes, puis les fera parvenir à l'A.G.E.U.M. qui, après étude, les fera parvenir aux autorités.

Nos élites, qui ont l'air de prétendre que tout marche très bien dans le meilleur des mondes sur le campus, verront enfin qu'elles s'illusionnent un peu parfois et devront enfin trouver des remèdes aux maux qui existent.

Au risque de déplaire, votre A.G.E.U.M. entend bien que ces requêtes soient prises en considé-

ration et n'hésitera pas à prendre les mesures qui s'imposeront pour être écoutée.

Si on en juge par le "chiâlage" (les Français diraient le gueulage) que l'on entend régulièrement, le Comité d'enquêtes et suggestions sera un des services les plus précieux que l'A.G.E.U.M. n'a jamais rendu à ses membres.

Carabins et poutchinettes, y a-t-il quelque chose qui vous déplaît dans l'administration du Centre Social, des sports, du trésor, de la Résidence, etc... Eh bien, ayez assez d'initiative pour rédiger vos mécontentements et nous les faire parvenir. Se lamenter de Baptiste à Joseph n'a jamais rien donné.

Bien entendu, il n'est pas question de tout chambrouser dans l'administration déjà existante. Mais nous sommes convaincus qu'il y a bien des lacunes à combler. A ce sujet, votre comité prend lui-même l'initia-

tive de vous proposer quelques points de litige.

"Est-il logique qu'un étudiant ne pouvant faire son paiement à temps, se voit imposer une amende de \$2.00 lorsqu'il va régler ses comptes?" Ce \$2.00 lui serait certainement beaucoup plus utile pour son usage personnel, et il saurait beaucoup plus en profiter que le Trésor.

Et puis, que penser des allocations payées par les Etudiants pour la location de salles pour leurs danses? Si minimales que soient ces sommes, elles n'ont certes pas leur raison d'être. Et combien d'autres choses encore?

Comme dirait M. Chantrier, "il n'appartient qu'à vous, chers amis, de soumettre vos problèmes". Il est donc à souhaiter que les étudiants sauront profiter dans une large mesure de la création de ce nouveau comité.

André Nadeau,
directeur du Comité

Et si ça en valait la peine...

Le grand conseil de l'A.G.E.U.M. votait mercredi soir le 25 octobre le budget pour l'année qui vient. Il se chiffre à \$124,557. C'est une somme rondelette.

Que peut signifier un tel budget? Il vaut que nous nous y arrêtons.

Certains esprits timorés seront effrayés d'apprendre que leur Association dépense tant. A ceux-ci je dis que les dépenses sont justifiées, que tous les comités existants répondent à un besoin et qu'il faut suivre le rythme de croissance de l'Association. Il faudrait même en certains domaines l'accélérer. Les optimistes diront que le vote d'un budget aussi considérable signifie que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ce budget témoigne, diront-ils, de la vitalité de l'Association et de son expansion. Il est enfin une troisième catégorie d'étudiants qui ne sont nullement intéressés par le vote du budget. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une répulsion naturelle qu'ils pourraient éprouver à l'égard des chiffres. Ils sont tout bonnement installés dans une indifférence ouatée qui leur permet d'oublier qu'ils font partie d'un milieu, d'un groupe duquel ils sont solidaires.

Ces trois tendances m'apparaissent pernicieuses. Depuis quelques années nous faisons campagne pour qu'on reconnaisse nos droits. Nous désirons qu'on nous respecte et qu'on nous considère comme des citoyens. Il est indubitable que l'opinion publique nous est plus favorable et nous prend davantage au sérieux. Nos efforts n'ont donc pas été vains. Toutefois, nous sommes encore loin du but. Il est évident que nous n'avons pas un rayonnement proportionnel à notre importance. Il est aussi clair que nous ne présentons pas un visage unifié et cohérent. Nous sortons à peine de la période de gestation. C'est normal, mais ce ne le sera plus longtemps.

Pour aboutir à nos fins il nous faut des structures. Nous les avons. Ce sont les associations étudiantes.

Il faudrait qu'elles se répandent dans tous les collèges classiques. Nous sentons souvent à l'Université à quel point nous sommes peu habitués à une telle forme de gouvernement, combien les structures démocratiques nous sont étrangères. On louange dans tous les collèges la démocratie grecque, Périclès et Démosthène sont des tribuns qu'on nous fait admirer mais qu'on se garde bien de nous faire imiter. Ceci explique mais ne justifie nullement l'indifférence qui caractérise un groupe majeur de la population du campus à l'égard de son Association.

Une fois les élections faites on s'imagine le travail fini. Les représentants sont élus, ils ont eu la naïveté d'accepter de telles charges, l'innocence de briser le rythme confortable d'une honnête vie bourgeoise, qu'ils en subissent les conséquences, se débrouillent et nous fichent la paix. Logique courte. Logique qui témoigne de l'absence de l'esprit démocratique qui nous caractérise et nous définit.

Le syllogisme est presque parfait. On reconnaît la nécessité d'un progrès d'une action constante et audacieuse de la classe étudiante, on reconnaît que pour réaliser ces fins il faut des structures, comme elles sont existantes, il ne suffit plus que de les remplir en élisant des représentants. Le tour est joué et on a la conscience tranquille.

C'est ce réflexe qui détermine les trois réactions dont nous avons parlé au début. Réflexe que nous préférons ne pas qualifier.

Il est absurde de voter un budget de \$125,000 si tous les étudiants ne sont pas convaincus de la nécessité de l'Association, de la nécessité de leur participation, de la nécessité de notre action au sein de la société. Autrement l'A.G.E.U.M. n'est plus qu'un squelette.

Il est troublant de constater ce que nous pourrions faire et de comparer avec ce que nous faisons. Nous sommes d'un illogisme rare. Nous réclamons à grands cris la reconnaissance de nos droits mais nous réfléchissons trop peu à ce qu'il faut donner en retour. Dans une société où règne la justice sociale, — société dont nous désirons la matérialisation, — aux droits correspondent des obligations. La gratuité scolaire, le pré-salaire, je veux bien, mais aussi en contrepartie un travail de réflexion et de mûrissement qui détermine une action sociale efficace.

L'A.G.E.U.M., nous l'avons déjà dit, mais nous ne le répéterons jamais assez, pourrait décupler son importance, son champ d'action, ses réalisations et par conséquent son influence sur notre milieu, si plus d'étudiants y participaient. Là où un étudiant travaille, il en faudrait dix. Celui qui est seul voit son temps mangé par les préoccupations administratives, il ne peut plus se permettre une réflexion approfondie sur les problèmes qu'il doit traiter et c'est ce qui est grave.

Il faut nous habituer dès aujourd'hui à intégrer les cadres de la société dans laquelle nous vivons. La société étudiante voit son nombre croître chaque année, elle ne voit pas son influence grandir au même rythme. Le problème que nous posons aujourd'hui au niveau agémique se pose pour la société dans son ensemble. Tous nous abdiquons trop facilement nos responsabilités sociales. Si nous ne répondons pas aujourd'hui dans une période où il est particulièrement impérieux de le faire tant en raison des immenses carences qui existent à cause des moyens d'action qui nous sont offerts pour y pallier, à nos responsabilités étudiantes, nous ne répondrons pas plus tard aux responsabilités civiques qui nous incomberont.

Il nous est donné présentement de façonner et d'orienter le monde étudiant. Ce serait une lâcheté et un malheur que d'y manquer.

Jacques Girard

LA SUÈDE: PAYS SANS PROBLÈMES

I

La Suède est universellement connue comme le pays du "Middle Way". Elle est également décrite comme le pays le plus capitaliste des pays socialistes ou encore comme le pays le plus socialiste des pays capitalistes. Ces expressions, si commodes soient-elles, simplifient la situation sans la faire comprendre: elles reviennent à dire que la Suède n'est ni socialiste, ni capitaliste, sans dire ce qu'elle est vraiment.

Il faudrait inventer un vocabulaire nouveau pour qualifier adéquatement la démocratie suédoise et pour faire justice à la Suède. Il ne serait pas exagéré de dire que le phénomène socialiste sué-

dois déborde les cadres de la science politique traditionnelle.

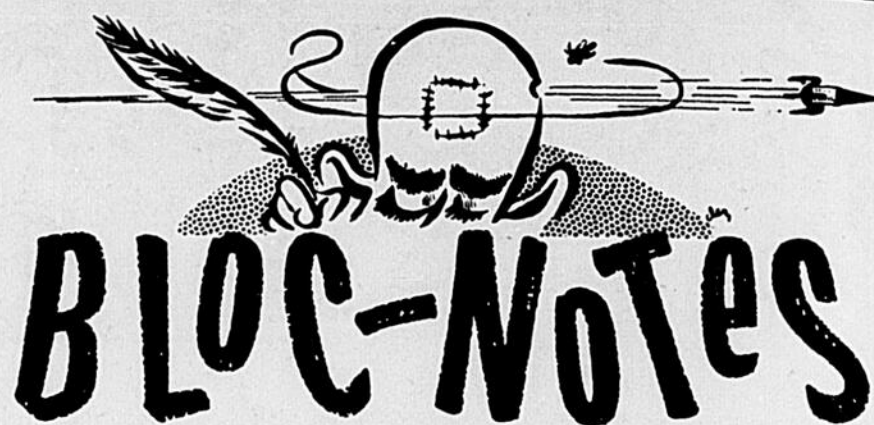
Ce qui frappe l'étranger avide de se renseigner sur la vie politique suédoise, c'est ce calme, ce détachement, cette froideur même avec laquelle l'électeur suédois étudie les problèmes politiques de son pays. D'ailleurs, où sont-ils ces problèmes? Quelque sept millions de Suédois parfaitement homogènes, socialement nivelés ou presque jouissent du niveau de vie le plus élevé de toute l'Europe dans la paix que leur procure leur neutralité.

La question nous vient à l'esprit de savoir comment un peuple si faible en nombre a pu se bâtir une économie aussi stable et aussi puissante, en marge des grands trusts de l'Europe conti-

nentale. Et c'est ici que la discussion commence entre les observateurs, spécialistes ou amateurs.

Théoriquement, on pourrait toujours rattacher le socialisme suédois à l'École des "Fabians" en se servant comme intermédiaire de Hjalmar Branting (1860-1925) qui, après avoir introduit le socialisme en Suède, demeura jusqu'à sa mort la figure de proue du parti social-démocrate et présida à sa réussite. C'est dans cette perspective que l'on peut dire que la Suède opère un compromis entre le marxisme et le capitalisme. En effet, le parti travailliste social-démocrate fondé en 1889 abandonna très tôt

(à suivre en page quatre)



UNE FOIS DE PLUS, LES ÉTUDIANTS N'ONT PAS ÉTÉ CONSULTÉS

De source très certaine quoique non officielle, nous avons appris l'existence d'une commission de révision de la charte civile de l'Université. Les autorités ont jugé bon (enfin)! de voir s'il n'y aurait pas lieu d'apporter quelques changements à ce document qui régit l'organisation et le fonctionnement de l'Université.

Par exemple, et nous le répétons depuis assez longtemps, les professeurs et les étudiants doivent être membres à part entière de la cité universitaire, ils doivent avoir un mot à dire dans les décisions prises par l'Université, dans l'orientation qu'on veut lui donner. Présentement ces droits ne sont pas reconnus, étudiants et professeurs ont en pratique été considérés comme des enfants jusqu'à ce jour, lorsqu'il s'agissait de prendre des décisions importantes.

La commission de révision de la charte aurait donc pu être une mesure excellente car si tous les intéressés y avaient eu droit de parole, elle aurait sans doute demandé à la législature provinciale que la charte soit amendée de façon à rétablir l'équilibre.

Mais justement, non seulement les étudiants ne font-ils pas partie de cette commission, mais on leur en a même caché l'existence, jusqu'à ce qu'ils la découvrent par eux-mêmes.

Pourtant la classe étudiante a bien prouvé par le passé, que même si on ne le lui demandait pas, elle s'intéressait de très près aux problèmes de l'Université et de l'éducation en général. Les multiples représentations et mémoires que l'A.G.E.U.M. a adressés au gouvernement depuis plu-

sieurs années en sont la meilleure illustration. Rien de cela ne compte aux yeux des autorités de l'Université. Il est vrai que les étudiants ont dû parfois agir pour remédier à l'ineptie de leurs dirigeants.

Cette mésaventure devrait nous permettre de tirer une fois pour toutes la leçon suivante: jamais les autorités ne feront le premier pas pour nous demander notre avis. Il nous faut pousser nos suggestions de l'avant sans attendre qu'on nous les demande et nos chances qu'on se résigne à les écouter sont proportionnelles à l'ardeur et au "fracas" que nous mettrons à les promouvoir.

Au nom de l'A.G.E.U.M., Michel Grimard a envoyé une lettre au Conseil des Gouverneurs pour dire que les étudiants sont encore prêts à collaborer aux travaux de la commission de révision de la charte.

RETOUR AU MOYEN-ÂGE DUPLESSISTE?

Nous n'avons pas pu le vérifier, parce que les statistiques du Comité des Bourses de l'Université ne sont pas encore complètes et ne le seront probablement pas avant la fin de novembre, mais d'innombrables témoignages et des enquêtes fragmentaires dans plusieurs facultés tendent déjà nettement à démontrer que l'on a effectué des réductions draconiennes dans le budget du Ministère de la Jeunesse qui est consacré en bourses pour les étudiants universitaires.

Nous reviendrons bientôt sur le sujet et entreprendrons une enquête.

Bruno Verdon

LE QUARTIER LATIN

journal bi-hebdomadaire de

l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal

Membre de la Corporation des Eschollers Griffonneurs

Directeur: Jacques Girard

Assistant-directeur: Bruno Verdon

Rédacteur en chef: André Poirier

Comité éditorial: Louis Payette, Raymond Amyot, Michel Gouault, Pierre Lamy, Pierre Malépart, Stéphane Venne.

Nouvelles: France Demers (responsable), Réal Pelletier, Jean-Marie Rodrigue, Marie Thibault, Claire Landry. **Travail:** Roger David (responsable), Hubert Pitre, Sonia Plourde. **Education:** Guy Lord (responsable), Laurent Bégin, Huguette Demers. **Economique:** Georges Dahmen, André Larochelle, Jacques Labrecque, Maurice Jodoin, Ernest Richard, Claude R. Duguay, Michel Paquin (responsable), **Arts:** Stéphane Venne (responsable), Serge Grenier (co-responsable), André Brochu, Alice Beltrami-Peeters, Guy Robert, Jean-Pierre Lefebvre (cinéma), Philippe Bellehumeur (peinture), Gauguier Larouche (sculpture), Henri Abran (théâtre). **Sciences:** Raymond Lafontaine (responsable), Lorne Bouchard (co-responsable), Pierre Rivest, Claude Baudry, Claude Morand, Marius d'Amboise. **Internationale:** Pierre Hogue, France Sarazin, Claude Ricard, Gilles Michaud. **Sports:** Serge Legault. **Correspondant agémique:** Jacques Théorêt. **Correspondant à Laval:** Michel Vennat. **Carticaturistes:** Cler, Stobin. **Photographes:** Daniel Forthomme, Paul Asselin.

Publicité: Georges Lefebvre — RE. 7-6561

Abonnement pour l'année universitaire: \$3.00

C.P. 6128 — Local 707 — RE. 8-9616

2222, ave Maplewood, Montréal 26.

Imprimé par LA PATRIE 45 180 est, Ste-Catherine, Montréal

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa.

LE FAIT FRANÇAIS

NI TRAITRES . . . NI DUPES

Si jeunesse savait. . . Justement nous ne savons pas. Et vieillesse, méfiez-vous, ne sait guère plus, ce qu'il faut dire aux jeunes qui dans cette affaire ne veulent être ni traitres, ni dupes. Les solutions qui occupent l'air présentement sont peut-être bien plus le fruit de l'exaspération et de l'attente déçue que celui de l'analyse froide et lucide d'un problème vieux comme son propre âge mais dont le décor a horriblement changé depuis cent ans.

Nous en discutons l'autre jour, quelques copains, au Centre. Ce jour-là, il faut l'avouer, l'absurdité qu'on croyait confinée aux bouquins à l'Index venait d'exploser à la face du monde avec ses 50 mégatonnes mettant en branle la thèse à Chardin et la pertinence de nos préoccupations de cobaye en mutation. Tout de même, aussi longtemps que la Guerre Froide ne refroidira pas notre potage du soir, il faudra bien s'affairer aux petites choses à notre portée.

Abordant le fait français, une certaine lassitude paraissait dans les voix, la lassitude des questions chargées d'un lourd passé: soit que la Providence ait souvent modifié ses plans à notre égard, soit que nous en devinions mal les dessins, toujours est-il que chaque génération a connu ses chemins de Damas, ses Vocations, ou plutôt ses alibis: l'agriculturisme, la petite entreprise familiale privée, la vocation de l'esprit (à défaut de mieux), la présence du paradoxe chrétien en terre matérialiste, la suspecte Laurentie, les prophètes devenus depuis constructeurs de métro, l'autonomie. . . l'autoréalisation.

Aujourd'hui découvrant que le sol québécois n'est pas arable,

on nous convie à investir l'argent dans les mines; cinq millions de personnes s'apercevant aussi, à leur grande surprise, qu'elles parlent encore français, on nous convie alors à un rôle très féminin de Mémoire, la mémoire de l'Homme, la mémoire de la civilisation française en Amérique. Aussi faut-il se donner une structure, un cadre politique. Il faut prendre les moyens qui s'imposent ou plutôt imposer ces moyens. D'accord.

Mais si ce n'était pas vrai. . . comme certaines vocations d'hier et d'avant-hier. Si ce n'était ni lucide ni utile. Qu'est-ce que nous voulons sauver? L'image de ce que nous aurions pu être s'il n'y avait pas eu de conquête, pas de Confédération (qui avec les années s'avérera peut-être avoir été la véritable conquête), si le Monde était resté figé? Ou bien voulons-nous sauver ce que nous sommes devenus? Et que sommes-nous? Des Français en exil ou des Américains parlant français? Être différent ne confère pas de valeur en soi ni de titres spéciaux. . .

L'homme, il en va ainsi des peuples, n'est pas qu'un ventre: d'accord. Toutefois des motifs culturels (il y en a d'autres bien sûr mais ils sont moins évidents) peuvent-ils susciter des révolutions où le ventre serait temporairement du moins compromis? Et que d'autres questions.

Nous avouons tous en être encore au stade de l'interrogation, nous en étions tous encore à cerner le problème du fait français dans le contexte actuel. Nul n'avait encore d'option. Les matériaux manquent. Aucun groupe, aucun individu, à notre connaissance, n'a encore exposé toute la problématique du fait

français, sa dimension rationnelle et irrationnelle, son visage historique, sa place au soleil. On parle beaucoup plus de solutions.

Bien sûr plusieurs même parmi les étudiants ont réglé depuis longtemps le problème du fait français: Duhamel, une fleur-de-lis épinglée à son veston, s'en porte fort bien: il est vrai qu'à une certaine distance des choses, l'optimisme est toujours possible. Barbeau est parti en sainte Croix, Johnson en a fait un épouvantail à cornilles. Les séparatistes sont absolument convaincus: maintenant ils se cherchent des arguments. Chaput veut de donner un témoignage très profond, le premier peut-être, d'une aliénation quotidienne. Laurendeau est honnête et intelligent: il s'interroge encore. Léger et sa vision si claire des choses nous effraie et nous étonne. Angers, qu'il nous pardonne, nous perdons le souffle à le suivre dans tous ses méandres.

Est-il encore seulement souhaitable et possible aujourd'hui de découper la carte géographique selon des considérations de langue et de culture? Plusieurs trouvent ces considérations d'ordre culturel assez anachroniques. L'économique, disent-ils, la maintenance d'un niveau de vie et de certaines valeurs occidentales doivent être les considérations majeures sous-jacentes aux divers nationalismes. Dans cette op-

tique un Canada fort, bi-culturel si possible, est un atout pour l'Occident, un gage de sécurité pour tous les Canadiens. Oui. . . mais l'homme de tous les jours vit-il à ce niveau d'abstraction?

Personnellement, j'ai plus de prédilection pour les victoires d'individus que pour les victoires de collectivités (il est sûr que l'un ne va pas sans l'autre). Que le message français en tant que message soit menacé en Amérique, qu'un certain type de Confédération à présentation bi-culturelle faillisse, me touche infiniment moins que de savoir que plusieurs millions d'individus sont menacés dans leur intégrité physique et psychologique (dont la langue est un élément majeur). Ce qui importe d'abord, disent Barrès, ce sont les individus qui eux ensuite forment des nations.

Et pour le commun des mortels, pour nous, qu'est-ce que la langue? Je vous suggère la laconique mais profonde réponse de Toubert: la langue, c'est un défi. Elle nous est donnée avec la couleur de notre peau, nos liens de sang, notre caste, nos pieds bots et nos jambes croches. . . tout cela devenant ce avec quoi il faut composer, tout cela devenant les instruments dont nous nous servons pour relever le défi de la vie, le "donné" avec lequel il faut se débrouiller. La

langue, la culture, c'est une tentative de communication, un pont hors de la solitude, un grenier à images et à résonnances affectives, une musique, une caresse reconnue, le compagnon de jeu et la mémoire d'une enfance dont l'adulte au fond n'est que la nostalgie: la langue, une fierté, une dignité, une valorisation, un mot de passe; enfin la langue, un moyen de troc, un gagne-pain.

Le nationalisme, avec ses fondements économiques, géographiques, culturels, etc., c'est d'abord la lutte d'individus pour leur intégrité, leur identité, leur dignité. Si on considère aussi que ce peuple a ses lettres de créances contresignées par une grande civilisation, et que pour tout, il a presque un continent, on comprend fort bien qu'il veuille relever le défi que lui a posé sa naissance, un défi irrationnel qui aurait pu être autre mais qui ne peut pas ne pas être.

La Confédération peut-elle assurer et permettre l'éclosion de deux cultures? Que répondre pour n'être ni dupes ni traitres et en adoptant le langage qui conviendrait à notre époque? Il s'agit peut-être d'attendre que la question ne se pose plus. Nous n'avons qu'à continuer notre comportement actuel.

P. Magnanin

TRIBUNE Libre

Pour un œil neuf, l'U. de M. présente surtout du bon sens intéressant, bâtiments élégants, locaux convenables, fricot appétissant. Le personnel, concierges ou préposés au catéa aussi bien que bibliothécaires ou comptables, semble choisi aussi bien pour sa compétence que pour son affabilité. Tout est bien organisé, pensé. On sent que tout est fait en vue de favoriser l'étudiant, faciliter sa tâche, le délivrer de préoccupations matérielles.

Pour le nouveau, l'étudiant le plus intrigué est peut-être le vaste complexe de l'édifice central: comment s'y retrouver et surtout comment en sortir. C'est une véritable initiation à l'Université, et, celle-là, personne n'y échappe.

Maintenant quelques impressions sur les Carabins eux-mêmes: ici la déconvenue. Si vous connaissez les Carabins par le Q.L., vous vous attendez à trouver à l'Université un esprit dynamique, affirmé, vraiment différent de celui du collège. Force vous est cependant de réaliser qu'un changement d'inspiration ne suffit pas à changer les individus.

Pourquoi tant de formalisme se traduisant par exemple dans le vêtement? Sur ce point au moins, les campus américains favorisent l'originalité, l'expression personnelle. C'est le fait de véritables primaires de vouloir passer pour des collégiés blancs.

Il y a de fortes personnalités à l'Université. Mais pourquoi faut-il qu'il y ait un si large troupeau? L'esprit du "Quartier Latin" est enthousiaste mais il n'est le fait que de quelques-uns: je crois bien que la majorité des lecteurs trouve le Q.L. . . amusant! Bon nombre lui est apathique; quelques-uns, hostiles.

Les organisations étudiantes? Très inégales, selon le noyau qui les anime.

Chère Mlle Verdon,

J'ai lu avec intérêt votre judicieuse et serinée analyse de la situation bi-culturelle ou bi-nationale à votre récent congrès. Je vous félicite de votre réalisme. Votre tournure d'esprit me donne à penser que vous seriez peut-être intéressée à lire la 3e partie de mon ouvrage sur le bilinguisme. Je vous l'adresse en hommage avec un autre bouquin.

Si vous jugez que vos collègues de la direction de l'A.G.E.U.M. sont susceptibles de s'intéresser au problème linguistique de l'Acadie, je vous serais reconnaissant de faire circuler mon étude. Si cette publication m'aiderait à susciter plus de curiosité à propos de nos problèmes de langues, cela ne gênerait rien. Il semblerait que trop peu de nos intellectuels et même de nos professeurs de langue sont conscients du problème BILINGUISME CANADIEN. Le Canada n'a pas d'Association de Professeurs de Lan-

gue. Une dernière remarque pour confirmer le "Magazine Marleau": les étudiants sont des isolés, des isolés enfermés sur eux-mêmes. Messieurs de médecine, une bonne injection de chaleur humaine s.v.p. On se dévisage souvent, longtemps et c'est à qui ne serait pas le premier pas. Timidité, défaut de simplicité, de confiance? Je laisse l'analyse aux aspirants sociologues et la parole à d'autres.

Jacques Demers

À VAL-DAVID, LA BUTTE À MATHIEU

Samedi le 21 octobre dernier à la Butte, Pauline Julien et Stéphane Venne. "La Noce" d'Anne Sylvestre, "La fille des bois" de MacOrlan-Ferré, des chansons que Pauline Julien a façonnées, polies, fait siennes. Elle les donne superbement avec infiniment de feu, de plaisir. J'ai été extrêmement heureux de la revoir même si son "Jack Monoloy" m'a déçu. Elle l'a retourné à Gilles Vigneault.

Stéphane Venne a chanté ses chansons. Il est à son piano, le dos presque tourné au public. Une voix aiguë, surprenante. Stéphane Venne préfère à tous Bécand et Léveillé. Ce goût était évident quand je l'ai entendu chanter une première fois il y a peut-être deux ans. Et rapidement depuis, il devient lui-même. Un nouveau chansonnier ne peut pas ne pas connaître la révolution que Léveillé a opérée dans la chanson d'ici. Stéphane Venne sait les influences qui l'ont marqué mais s'est donné des lignes de force. C'est lucide, c'est normal. Et c'est surtout profitable parce qu'il sera bientôt un chansonnier original, authentique. Tant

mieux car il nous en faut plus que sept ou huit.

THÉÂTRE, QUAND TU NOUS TIENS

Le comédien Albert Millaire est un homme bien naïf. Il est un des cinq directeurs d'une équipe de théâtre, "Le Centre", qui présente actuellement au Théâtre-Club "Le mariage de M. Mississippi". M. Millaire est même très naïf, très très naïf. Il croyait possible de vendre une salle complète aux étudiants de la montagne. J'étais aussi naïf. Toujours est-il que nos "illusions" se sont vite dissipées. Et qu'à l'avenir toutes les troupes s'en souviennent, se passent le mot, se méfient. Pour les deux cents places de la salle, ce n'est pas cent billets qui ont été vendus. Ce n'est pas non plus cinquante. Moins de vingt-cinq. Même pas dix. Cinq? Que non. Trois? Que non plus. Deux alors? Allons donc. Un??? Ah ah ah! Non, un de moins. C'est-à-dire . . . c'est-à-dire aucun, nothing, nihil, zéro. Ne faisons pas de commentaires. Nous pourrions être acrobates. . .

Serge Grenier

BAR-B-Q
METS ITALIENS
CUISINE CANADIENNE

RE. 9-5112

MODERN TEA ROOM

LE RESTAURANT AU PIED DE L'UNIVERSITÉ

AU SERVICE DE L'ÉTUDIANT DEPUIS 23 ANS

5400 CÔTE-DES-NEIGES

CHRONIQUE INTERNATIONALE

LE DÉSARMEMENT N'EST PAS UNE SOLUTION

Au cours des débats spectaculaires qui ont marqué la session des Nations-Unies, l'automne dernier, les dirigeants du monde entier ont proclamé l'importance essentielle du désarmement dans la poursuite de la paix.

Devant un aussi vaste courant d'opinion, est-il possible d'exprimer un doute sur son bien-fondé?

Je ne me lancerai pas dans une discussion académique à savoir: peut-on croire que les chefs militaires des puissances atomiques ne se soupçonneraient pas entre eux de cacher en quelques endroits secrets un certain nombre d'armes nucléaires? Car il est évident que si une grande puissance pouvait faire confiance à une autre grande puissance,

il n'y aurait aucun besoin de désarmer.

Soyons cependant crédules jusqu'à l'invraisemblable, admettons qu'un traité de désarmement nucléaire intégral soit appliqué honnêtement et qu'il ne se trouve nulle part une seule arme atomique, ni aucune intention de la fabriquer. Cette situation, pour improbable qu'elle paraisse, nous rapprocherait-elle de la paix?

On peut remonter le cours de l'histoire, siècle par siècle, pour se rendre compte que, quelle que soit l'arme prohibée, quels que soient les armements abandonnés, on n'empêchera pas, dans certaines conditions déterminées, les guerres d'éclater, même sans artillerie, même sans poudre à

canon, même sans cavalerie, même sans flèche.

Tant que l'on cherche à maintenir la paix entre des groupements de puissance souveraines, on applique obligatoirement la vieille formule diplomatique de l'équilibre des forces. Quand les forces se trouvent plus ou moins en équilibre, on prêche le désarmement. Quand au contraire l'équilibre est rompu, on cherche à maintenir la paix par la supériorité des armements, par ce que nous appelons actuellement les armes de "dissuasion".

C'est là un terme aussi mal employé que mal compris. Par exemple, la bombe atomique américaine n'avait aucunement, aux yeux des Russes, ce carac-

tère dissuasif; pour eux, elle agissait plutôt à la manière d'un stimulant, les poussant à produire eux aussi cette arme. De même, aux Américains la fusée russe a fait l'effet d'un aiguillon.

Si nous voulons aborder sérieusement le problème de la paix, il nous faut tenir compte de la double menace qu'ont sur nos pensées et nos actes, deux notions également fallacieuses.

La première consiste à croire que c'est en s'armant que l'on sauvegarde la paix. Le seconde, que c'est du désarmement que naîtra la paix.

Or l'histoire le prouve abondamment; le problème de la paix n'est ni technique ni militaire; c'est essentiellement un problème politique et social.

Jamais la paix n'a été possible entre groupes humains opposés, et les guerres n'ont cessé de se succéder jusqu'au jour où un pouvoir suprême, coiffant et dominant ces unités en conflit, les aient intégrées en une seule et même souveraineté.

Mais si nous laissons groupes et unités détenir des droits souverains en négligeant de régler légalement leurs rapports, nous aurons beau interdire toutes les armes, y compris les canifs,

les hommes se décervelleront à coups de massue.

Ici je vois la plupart des étudiants réalistes sourire et dire que cette intégration des nations souveraines relève de l'utopie. C'est là une assertion discutable. Mais l'idée d'un désarmement des nations souveraines, hautement industrialisées, du 20e siècle, avec ou sans contrôle, voilà l'utopie des utopies. Je le répète, le problème est politique et social.

Il paraît évident que notre diplomatie de globe-trotteurs ne peut aboutir qu'à un seul résultat: l'exacerbation des antagonismes nationaux. Essayons donc de ménager une période de tranquillité de quelques mois, sans conférences ni discours, sans déplacements, sans propagande, pendant lesquels nos dirigeants pourraient dans leurs retraites se réserver un peu de temps pour réfléchir.

Entre temps, on pourrait se servir de la presse, de la radio, de la télévision et du cinéma, pour faire la lumière sur LE VRAI PROBLÈME QUI EST CELUI DE LA PAIX ET NON CELUI DU DÉSARMEMENT. Un revirement de l'opinion publique est toujours la première condition d'un changement dans les institutions. Pierre Hogue.

LA SUÈDE: PAYS SANS PROBLÈMES

suite de la page deux

les principes purement marxistes pour mettre de l'avant un socialisme modéré, orienté davantage vers des réformes de politique sociale, le nivellement des revenus et le contrôle de l'État que vers la socialisation. Cette attitude des socialistes suédois s'inscrit parfaitement dans la tradition du socialisme utopique vigoureusement dénoncé par Marx. En ce sens, l'existence et le grand succès du socialisme suédois réfutent d'une façon concrète le credo révolutionnaire marxiste. Il n'est pas exagéré de dire que le socialisme suédois ne s'est pas développé à la suite d'une idéologie — comme c'est le cas par exemple en Russie. Il est plutôt le fruit d'un pragmatisme politique qui s'accommode du relatif au lieu de se lancer dans la recherche d'absolu. Pour

les bâtisseurs de la Suède d'aujourd'hui, il s'agissait de trouver un système économique qui fut apte à freiner les excès du capitalisme en favorisant l'éclosion et le progrès de la démocratie ainsi que l'égalité économique des citoyens.

Le socialisme suédois s'est donné trois armes contre le capitalisme: la coopérative, la propriété d'État et le monopole d'État. Dans cette voie, le socialisme suédois a dépassé le programme marxiste de réforme sociale, puisque, dans les cadres du réformisme démocratique, la Suède s'est donné un mode de vie que les Russes ne prévoient pas atteindre d'ici vingt ans!

La Suède vit une synthèse harmonieuse du libéralisme et du

socialisme. Nous pourrions même dire que les socialistes suédois ont fait de leur pays le seul pays au monde où le capitalisme soit pleinement efficace.

L'absence d'une idéologie dans le socialisme suédois a permis à ce dernier de se développer dans un cadre démocratique, dans le cours d'une évolution paisible dont les plus durs combats ont été livrés en parole sur les rostres de la politique. Il semble en effet que les grandes controverses idéologiques aient été systématiquement éliminées de la politique suédoise, malgré la présence d'une multitude de partis politiques: conservateur, agrarien, libéral, social-démocrate voire même communiste. Tous ces partis proclament avec emphase leur patriotisme, leur attachement à la démocratie et à la réforme sociale. Mais les idéaux auxquels les rattachent leurs dénominations politiques n'ont plus cours dans l'arène politique suédoise. Les notions de libéralisme, socialisme et conservatisme se sont vidées de leur sens et n'ont gardé qu'une valeur de symbole. Le souci du nivellement politique et économique sous l'empire de certaines valeurs considérées comme fondamentales chez le peuple suédois a réduit à sa moindre expression la possibilité des conflits idéologiques.

La politique suédoise n'est ni plus ni moins qu'une laborieuse comparaison de statistiques. Les discussions politiques ne se font pas au niveau des principes, mais plutôt au niveau des techniques visant à appliquer les principes reconnus de tous. Cet aspect technique et statistique de la politique en Suède provoque le développement d'une bureaucratie hautement spécialisée que l'électorat a souvent peine à suivre.

On attribue souvent le succès du socialisme suédois au sens

pratique des hommes qui l'inspirent. Cependant, il est assez frappant pour un Canadien français de remarquer l'emphase et l'insistance que les experts suédois mettent sur les conditions internes de la Suède dans l'explication de ce succès.

Par sa tradition occidentale, la Suède est un pays capitaliste dont les structures politiques ne diffèrent que très peu de celles des pays de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. Pays démocratique, la Suède est digne des plus pures traditions britanniques. Elle est en effet une monarchie constitutionnelle dont les structures respectent les principes du parlementarisme bicaméral. L'attachement du peuple suédois à sa tradition occidentale et à ses structures démocratiques a permis au socialisme de s'installer de façon évolutive et de réaliser l'idéal fabianiste de la société socialiste démocratique.

On dit souvent que la Suède doit son succès à sa position géographique qui lui a permis, plus qu'à tout autre pays, de rester en dehors des grands bouleversements de la dernière guerre mondiale. Cependant, il ne faudrait pas voir dans la neutralité de la Suède un facteur déterminant de son progrès économique puisque, bien avant la guerre, le progrès accompli en ce sens était notable dans les pays scandinaves.

L'explication est beaucoup plus simple. Le peuple suédois doit son succès dans la voie qu'il s'est tracée à ses conditions démographiques exceptionnelles. La population suédoise est homogène, ce qui veut dire que les conflits raciaux n'existent pas en Suède. Certains spécialistes de la question suédoise vont même jusqu'à dire que cette homogénéité ethnique est l'essence de l'histoire suédoise, car elle a permis l'évolution des structures sociales et économiques dans le pays tout entier à l'écart des revendications de groupes d'intérêts minoritaires. Le citoyen de Kiruna est aussi suédois dans sa mentalité et dans la recherche de son intérêt que le citoyen de Malmö.

J'aurai l'occasion de développer certains aspects de la politique suédoise que je n'ai fait qu'effleurer ici. Pour l'instant, qu'il suffise de remarquer que le peuple suédois est parti, en 1905, d'une situation démographique que nous ne sommes pas encore parvenus à installer dans la province de Québec...

Jacques Fortin

PAROISSE UNIVERSITAIRE

PREMIER
VENDREDI
DU
MOIS

Messes

12.10
5.10
10.30

Confession

12.00 à 1.00
5.10 à 5.45
10.00 à 11.00

Méditation

10.00

T.S.S. exposé

12.00 à 5.00

À la chapelle universitaire

Centre Social - 7 étage

VITO PIZZERIA

LA SEULE BONNE PIZZA EN VILLE
SPAGHETTI - RAVIOLI

Livraison gratuite
735-3623

5412 Côte-des-Neiges

CINÉMA

Un film de Henri DECOIN

avec

Michèle MORGAN — Henri VIDAL — Claude DAUPHIN

dans

"POURQUOI VIENS-TU SI TARD?"

(Musique: Charles Aznavour)

Auditorium de l'Université — Jeudi 2 novembre

à 8 h. 30 p.m. précises — Entrée: 50 sous.

CONCOURS MISS QUARTIER LATIN

MISS TECHNOLOGIE MÉDICALE



Dès son jeune âge, elle fut formée à la mentalité américaine, puisqu'elle suivit ses premiers cours à Mary Mount School à New-York. Elle apprit donc l'anglais. Mais, à l'âge de sept ans, elle se vit obligée d'affronter une mentalité tout à fait opposée: la mentalité française. Ce changement de milieu ethnique avait pour cause le réengagement de son père à l'Opéra de Paris, après la guerre.

Alors, mi-américaine, mi-canadienne, elle entra au Cours St-Honoré d'Eylau pour poursuivre ses études primaires. A ce moment, elle développa ses goûts artistiques aux fréquents contacts de l'Opéra et des nombreux théâtres de la Ville Lumière. Ainsi son éducation a été celle d'une Canadienne française au sein du pays de ses ancêtres. C'est pourquoi son arrivée au Canada, plus précisément à Montréal, ne lui a demandé aucun effort d'acclimatation puisque dès sa tendre enfance elle dut s'adapter aux différents lieux qui l'ont vu grandir. Ce qui facilita aussi son adaptation à une nouvelle vie, ce fut son entrée au Collège Marie de France où elle retrouve l'atmosphère qu'elle avait quittée lors de son départ de Paris. Elle y a terminé ses études au mois de juin dernier, et après réflexions, elle s'est dirigée vers la Technologie Médicale qui répondait le plus à ses aptitudes car elle a toujours aimé la Chimie et tout ce qui s'appelle "floes".

Ecole de Technologie Médicale
Lise Turcotte,
secrétaire

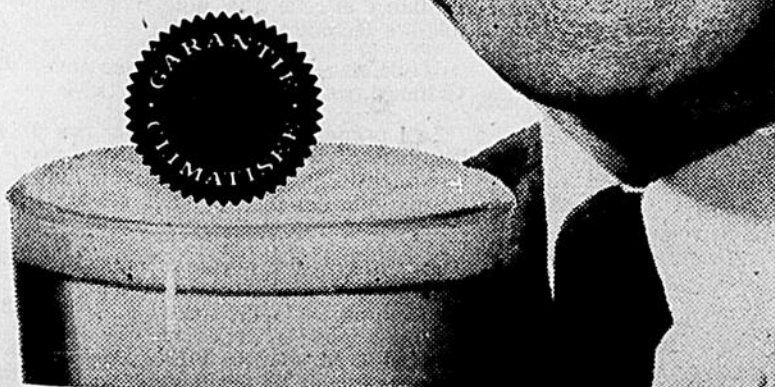
L'ENQUÊTE SOCIOLOGIQUE

La distribution des questionnaires de l'enquête sociologique sur les étudiants commencera un peu plus tard que la date annoncée la semaine dernière dans le Q.L.

Des délais dans l'impression des questionnaires (l'impression se fait à Québec) nous obligent à poser la mi-novembre la date approximative du lancement de l'enquête.

PLAISIR GARANTI

Dow
FAIT
RESSORTIR
TOUTES LES
QUALITÉS
DE LA
BIÈRE



«Une société de hoquet»

Avec ou sans permission, je parlerai à mon tour de séparatisme. Mais sans préjudice, m'en servant comme prétexte à des considérations sociales générales. Son acceptabilité comme solution réaliste et pratique des problèmes de la société canadienne-française n'entre pas ici en jeu. Mais, plutôt, que suggère la manifestation d'un tel mouvement (si c'est un mouvement) dans notre actuelle conjoncture sociale? Quelles questions, quelles réflexions viennent, à froid, à l'esprit quand il s'arrête sur le séparatisme; abstraction faite, dans la mesure du possible, de ses modalités de réalisation tant économiques que constitutionnelles ou autres?

Le séparatisme est une solution radicale: sa renaissance sporadique s'accompagne invariablement, dans certaines couches de notre société, d'une frénésie de sauvegarde nationale, de salut racial, de protection institutionnelle. Bien qu'on ait réussi à lui instiller dans sa version actuelle, une dose remarquable de sang-froid (le récent volume de M. Chaput), il n'en reste pas moins l'enfant terrible, aux soubresauts parfois comiques, du nationalisme le plus ardent. Il me semble le résultat d'un traumatisme national: la race canadienne-française se met sur le divan du psychiatre et bondit au souvenir monstrueux de son martyr historique.

J'arrive donc au niveau du problème. Le séparatisme me semble le produit d'une civilisation de "hoquet", de "soubresauts" et, certes, à ce point de vue, acceptable ou non, le séparatisme réalisé dans les faits serait plus consolant que sa résurgence intermittente. Car il serait alors la propriété, voulue ou non en entier, d'une race ayant posé un geste irrévocable de maturité. Il deviendrait quelque chose de tangible, bon ou mauvais. La société canadienne-française n'a pas posé beaucoup de ces gestes; notre véritable conjoncture sociale, c'est l'incertitude.

Cette incertitude de sables mouvants affleure de nos jours. Tant du point de vue de l'Etat que de celui des particuliers. L'Etat enquête, multiplie les commissions, fouille, compile des dossiers. On enquête. Parce qu'on sent quelque chose de louche. Parce qu'il y a anguille sous roche. On est inquiet. Le contexte politique est sale et on veut laver. Ce n'est pas uniquement l'Union Nationale qui est sur la sellette. C'est tout homme politique qui, voyant s'étaler en public certaines hontes et laideurs, doit nécessairement se sentir tremousser d'inquiétude.

Les particuliers aussi — et je ne parle pas seulement des intellectuels ou de scandales politiques. Ces attentats contre la démocratie, ces chambardements administratifs (police des liqueurs), d'enquête sur les aliénés, sur les prisons, leur immoralité et leurs "goof-balls" tout ça qu'on retrouve en caractères gras dans "Montréal-Matin", eh bien! ça chatouille. L'homme moyen avec qui l'étudiant aux mains blanches a dû consentir de travailler un été de plus, dit: "Bah! ils sont tous pareils; y sont là pour la piastre". Mais d'autres, animés et poussés ou non par quelque directeur de conscience diligent, écrivent dans les tribunes libres des quotidiens. On se souvient des sorties nerveuses sur le sujet de la langue dans, par exemple, les pages publiques du "Devoir".

Tout ça, je crois, se joint au fondement du séparatisme qui est l'arrachement de la race canadienne-française de tout esclavage, tant purement social que constitutionnel et fédératif. C'est là le substrat. Je ne puis résister au plaisir de citer ici un extrait rabelaisien d'un dis-

cours de M. Pierre-Paul Rioux au récent congrès de la S.S.J.B. à Québec, rapporté dans le "Devoir" du 16 octobre: "La Nation (C.-F.) voit son visage, son vrai visage boutonneux et suppurant de médiocrité! Elle voit les pustules de l'immoralité politique, les abcès du colonialisme économique, les gales de son esclavage fédéraliste, le pus de l'anglomanie, les cernes de sa mauvaise instruction..." Sans partager toutes les vues biologiques de M. Rioux, la Nation est certes malade.

D'où vient tout ça? Évidemment, dès le dernier coup de canon, sur les Plaines d'Abraham, naissait la méfiance révérentielle de l'Anglais. Repli psychologique du conquis, qui 200 ans après, nous gêne encore. Il y eût bien d'autres facteurs généraux tel le repli sur la terre; ou la sujétion à l'élément ecclésiastique, le plus instruit et le plus cohérent de nos groupes. Nous n'avons pas fini d'en subir la pesée, malgré l'émancipation de nos laïcs et quelques nominations par ci par là. La prospérité économique aussi nous échappait. Ne jetons pas la pierre à nos ancêtres mais admettons que la race canadienne-française a l'habitude de plier.

Qu'est le Canadien français, puisqu'il faut l'appeler par son nom? Un être instable qui ne fait qu'accéder sur une grande échelle à la haute éducation. Un être malléable que les démagogues n'ont pas fini de s'arracher. Mais pourtant, c'est un être qui veut, qui se rend compte, aidé par le contexte international qui est favorable à l'ouverture intellectuelle à la réalisation des problèmes. Tout ça lui a mis brutalement à la face qu'il fait partie d'une nation non parvenue au point où elle devrait être.

Il n'est pas étonnant qu'éclatent les solutions plus ou moins idéalistes tel, sans doute, le séparatisme. A un peuple qui réalise brusquement (je ne dis pas d'un jour à l'autre) sa superficialité, les premières alternatives sont toujours empreintes de radicalisme, d'outrance. L'exemple de l'Afrique surgit à l'esprit. Mais nous avons plus que l'Afrique. Nous possédons des cadres, des organismes, des habitudes constitutionnelles et sociales, un droit civil à nous et des compétences. Nous avons une presse ni trop honnête, ni trop médiocre. Et, nous sommes les fiers porteurs d'un esprit assez teinté, à l'heure actuelle, de libéralisme pour savoir ne pas se prendre trop au sérieux. Quant au milieu étudiant, il se libère petit à petit, ce qui signifie que les autorités murissent aussi petit à petit.

Nous passons de plus en plus aux actes: la Maison du Québec à Paris, l'espoir d'une sidérurgie commanditée par des capitaux français. Deux réalisations, même si la deuxième n'est encore qu'au stade des discussions; deux réalisations qui concrétisent effectivement ce lien à la France-Mère, réclamé sur tous les toits depuis si longtemps et jamais vraiment actualisé. D'autres réalisations: la mise sur pied des Éditions de l'Homme et des Éditions du Jour encore toutes vagissantes, et qui saisissent les gens des réalités sociales en vogue, aussi bien que des œuvres nouvelles de nos meilleures têtes.

Un des signes du revirement des temps, à mon avis, serait le tirage vraiment extraordinaire au Canada français des "Insolences du Frère Untel". Pour la première fois, des sujets de première importance étaient popularisés. Signe d'un éveil social, et non pas seulement d'une éruption momentanée des intellectuels, des quelques confréries ésotériques que nous possédions.

Yves Lauzon

L'enquête sociologique

UN NOUVEAU CH'VAL DE BATAILLE?



M. JACQUES BRAZEAU, directeur de l'enquête sociologique, sociologue, est aussi professeur à l'Université de Montréal.

UN SOCIOLOGUE DIRIGE L'ENQUÊTE

Les journaux de la métropole ont souligné la tenue d'une enquête sociologique par les universitaires du Québec. Le "Quartier Latin" a déjà consacré plusieurs colonnes aux grandes lignes de l'entreprise. Pour proposer une vue plus détaillée de l'événement et de ses conséquences, nous avons rencontré M. Jacques Brazeau, du département de sociologie de l'U. de M., responsable de l'enquête à Montréal et auteur du questionnaire.

UN APPAREIL D'ENVERGURE

Si la rédaction d'un questionnaire aussi élaboré représente un effort considérable, le travail postérieur à l'enquête vise non seulement la compilation des faits mais la motivation de ceux-ci à partir d'une étude en profondeur. Dans ce but, le travail de base effectué par le questionnaire sera complété par une étude exhaustive de certains secteurs précis de l'enquête.

Le succès et l'efficacité de celle-ci sont conditionnés par l'accueil que lui feront les étudiants. C'est pourquoi, sans bien sûr orienter la tournure des résultats, la présentation de l'enquête et sa formulation concrète visent à attirer l'attention sur l'importance même de l'entreprise.

Dans cette optique également, l'échantillonnage des candidats respectera le hasard le plus rigoureux et aucune substitution ne sera autorisée: un candidat dont le questionnaire reste lettre morte ne sera pas remplacé; le facteur proportionnel de "non-réponse" déterminera la marge d'erreur des résultats de l'enquête et pourra à l'occasion révéler ou appuyer certaines conclusions.

PRÉLUDE À UN IMPOSANT MÉMOIRE

"L'enquête sociologique étant faite avant tout à la demande et au profit des Associations Étudiantes de la province, nous avons confiance en l'utilisation adéquate des résultats soumis." M. Brazeau a souligné ainsi le travail qui s'accomplit à son département pour édifier une base solide au mémoire étudiant et assurer une rédaction éclairée de celui-ci. Retenons toutefois que le rôle du département de sociologie se limite à la direction et à l'étude de l'enquête. Le mémoire que les étudiants soumettront à la Commission royale d'enquête sur l'éducation est laissé à la liberté et à la responsabilité des A.G.E.U.

Ce mémoire sera-t-il rédigé avec la collaboration d'experts? Ceci ne relève pas du département de sociologie, affirme M. Brazeau. Soulignons toutefois que le rapport d'enquête remis à la fin de février aux Associations Étudiantes se veut clair et complet: c'est avant tout un instrument de travail et de référence pour les rédacteurs du mémoire. Le travail des sociologues: rapport et compilation des faits, explication et motivation des situations, formulation des nuances possibles, le tout colligé en un document complexe, constituera une base des plus rassurantes au mémoire des étudiants.

L'ENQUÊTE SOCIOLOGIQUE

- ★ se fera sur les trois campus de Montréal, Laval et Sherbrooke.
- ★ on prévoit que le coût en sera de \$14,000.
- ★ quelque 2,500 étudiants, choisis au hasard, seront appelés à répondre au questionnaire, soit un échantillon de 20% de la population étudiante universitaire.
- ★ le questionnaire comprend 90 questions et plusieurs sous-questions.
- ★ on estime qu'il faudra 45 à 50 minutes pour y répondre.

ANDRÉ DUBOIS - JEAN PARÉ - PIERRE MAROIS
du Comité d'Éducation

FAITES VOS VALISES...

'NOUS RETOURNONS À QUÉBEC!

À l'annonce de l'enquête sociologique, peut-être quelques malins se sont-ils frotté les mains; ils voyaient là l'heureuse occasion de repartir en guerre avec un nouvel éventail de revendications plus précises, plus étendues ou je ne sais quoi encore.

Rappelons quelques faits. 1958, grève des étudiants. Bruno Meloche, à la tête des "Trois", fait antichambre au bureau de M. Duplessis. Les étudiants veulent alerter l'opinion publique. Québec s'encotonne les oreilles. Les revendications se formulent ainsi: des mesures pour permettre à tous ceux qui ont du talent d'accéder au niveau universitaire, une commission d'enquête. On nous reproche alors de ne pas avoir opéré un sondage précis qui justifie le bien fondé de nos revendications.

Il s'agissait alors d'éveiller la population, d'attirer l'attention sur nos problèmes. La situation est changée. La gratuité scolaire a fait son chemin. C'est pourquoi nous tenons à faire le point. L'enquête sociologique n'est nullement un nouveau "ch'val" de bataille. Nous ne cherchons pas à déterminer ce qui ne va pas à l'Université pour ensuite plier bagages et retourner faire antichambre à Québec. L'enquête veut nous définir, déterminer ce que nous sommes; elle veut dessiner un tableau fidèle du monde étudiant. Étude précise de notre situation, elle porte sur quatre grands thèmes:

- 1) l'influence des facteurs économiques sur la composition de la population étudiante,
- 2) l'origine sociale de la population étudiante,
- 3) l'influence des différents facteurs qui ont motivé les étudiants à poursuivre des études supérieures jusqu'à l'université,
- 4) les facteurs qui influencent les étudiants à opter pour telle orientation, ou à la modifier, une fois rendus à l'université.

ENQUÊTE ET MÉMOIRE: UN DUO DÉCISIF

"L'enquête sociologique est une affaire sérieuse; les montants investis, la collaboration plus qu'étroite d'experts, bref, l'envergure même de l'entreprise sont là pour en témoigner. C'est sur une base aussi rigoureuse que s'appuiera le mémoire soumis à la Commission royale d'enquête sur l'éducation. Il mérite par là notre confiance et celle que nous n'en doutons pas, la Commission Royale y placera."

Voilà en quelques mots ce que nous a déclaré Michel Grimard, président de l'A.G.E.U.M.

Les préparatifs entrepris par les organisateurs de l'enquête ne laissent point de doute quant à son caractère scientifique. Elle s'impose tout autant par l'actualité dramatique des thèmes envisagés que par l'étude laborieuse qu'entreprendront les enquêteurs.

La Commission royale d'enquête acceptera avec une égale sympathie le mémoire étudiant et ceux des maisons d'éducation de la Province... et en ceci la confiance exprimée par le président des étudiants rejoint les propos de M. Gérard Filion, commissaire. La base de consultation et de vérification que constitue l'enquête

Notre mémoire... un parmi tant d'autres

Les résultats de l'enquête serviront à la rédaction d'un mémoire qui sera présenté à la Commission Royale d'Enquête sur l'Éducation. Pourquoi ce mémoire? Le Québec s'interroge sur l'éducation. Le gouvernement provincial a mis sur pied une commission royale d'enquête. Il est tout à fait normal que nous y apportions notre collaboration. Nous avons même le devoir de le faire. Parmi tant d'autres mémoires (on parle de 200 mémoires...), notre rapport sera très particulier, celui des universitaires canadiens-français, intimement mêlés au milieu, aux prises avec des problèmes qui nous sont propres. La question nous touche de très près.

Les commissaires royaux, nous confiait M. Gérard Filion, voient d'un très bon oeil cette initiative. Ils espèrent surtout que ce travail sera fait sérieusement. Il n'en tient qu'à nous, étudiants, qu'il en soit ainsi.

Enquête provinciale... enquête sur notre campus

Conscientes du devoir qu'elles ont de prendre une part active à ce dialogue provincial sur l'éducation, les trois universités de Montréal, Sherbrooke et Laval s'entendent pour réaliser une étude précise et scientifique sur les trois campus respectifs. C'est dans ce contexte que s'insère l'enquête qui sera tenue ici, à Montréal, vers la fin d'octobre. Inutile d'insister, dès lors, sur son importance.

Le Comité d'Éducation de l'AGEUM renouvelle son invitation: invitation à la collaboration, des Comités de Régie des diverses Facultés et en particulier des différents comités d'éducation; invitation spéciale, à ceux qui recevront un questionnaire, à y répondre honnêtement et sérieusement. Tout le travail suppose une équipe de 100 à 150 membres. Nos portes sont ouvertes, venez nous rencontrer. (Centre Social, local 612.)

L'enquête doit être l'occasion d'échanges, de dialogues.

sociologique assure d'ores et déjà le caractère réaliste du mémoire lui-même. En effet, au delà d'éléatoires revendications et sans proscrire pour autant les hypothèses de travail, l'enquête fournit aux étudiants l'opportunité de soumettre un exposé confirmé par des données rigoureusement complètes.

Michel Grimard a souligné la rigueur que l'on respectera dans la méthode scientifique; il a repris l'exemple de l'échantillonnage exposé par M. Brazeau, du département de sociologie: un choix d'étudiants caractérisé par l'impartialité et le hasard, appliqué à toutes les facultés et dans la même proportion à chacune, envisageant ainsi tous les secteurs de la vie étudiante et dégagant dans l'universalité de ces secteurs des situations réduites proportionnellement applicables à tous.

La précision scientifique manifestée ici s'étend, il va sans dire, à tous les processus d'élaboration de l'enquête. Celle-ci a témoigné de son envergure autant que de la compétence de ses collaborateurs; elle motive la confiance que nous plaçons dans le mémoire et celle que manifeste déjà la Commission royale d'enquête.

SERONS-NOUS ÉCOUTÉS À LA COMMISSION?

"Si votre mémoire est sérieux..."

Votre mémoire ne sera qu'un parmi bien d'autres. Certes vous constituez un secteur primordial de l'éducation. Nous ne pouvons pas présumer à l'avance de la qualité des mémoires. Présentez-nous quelque chose de sérieux et vous serez écoutés.

Voilà en substance ce que nous déclarait M. Gérard Filion, commissaire à l'Enquête royale sur l'éducation.

UNE ENQUÊTE EXHAUSTIVE

Rappelant l'objet de cette enquête judiciaire, M. Filion a souligné qu'elle couvrira tout ce qui a rapport à l'éducation, tant du domaine privé que du domaine public, de l'école maternelle à l'université. Nous voulons d'abord bien définir les structures actuelles, en examinant les cadres juridiques et administratifs de chaque institution. Nous avons l'intention ensuite de connaître les différents programmes d'enseignement (en vue peut-être d'une meilleure collaboration), de même que l'état du personnel enseignant, ses besoins, etc. Enfin, nous étudierons les systèmes de financement des maisons d'éducation. Nous prévoyons la tenue de séances publiques dès novembre prochain. En quoi consiste le travail des commissaires? Pour l'instant, veiller sur le travail des experts et étudier les mémoires qui nous arrivent déjà.

LES ÉTUDIANTS PRIS AU SÉRIEUX?

Nous avons demandé à M. Filion si l'opinion étudiante universitaire n'allait pas recevoir de la part de la Commission d'enquête une attention plus particulière. Impossible de vous répondre sans connaître la valeur de votre mémoire... Et notre enquête? Si l'enquête sociologique que vous projetez est menée scientifiquement, si elle est complète et surtout si dans le mémoire vous l'interprétez convenablement, votre apport nous sera évidemment très précieux.

Ainsi, malgré l'action jusqu'ici plutôt négative des étudiants, malgré nos éternelles revendications, vous n'avez contre nous aucun préjugé? Votre mémoire sera jugé selon ce qu'il contient. Ce sera notre seul critère, comme d'ailleurs pour tous les autres mémoires. Forcément, certaines institutions, comme la Fédération des Collèges Classiques ou autre groupement d'importance, imposeront aux commissaires une attention plus particulière... Remarquez que les étudiants universitaires constituent un de ces groupements d'importance... Mais, règle générale, nous n'avons, vis-à-vis les mémoires qui nous seront présentés, aucune idée préconçue.

Les conclusions s'imposent d'elles-mêmes: on nous offre l'occasion de nous exprimer sur notre problème, celui de l'éducation. Qui faudra-t-il accuser si nous n'en profitons pas?



M. GÉRARD FILION, directeur du journal "Le Devoir", est commissaire royal à l'Enquête provinciale sur l'éducation.



UNE ACIÈRIE AU QUÉBEC

Il n'y aura jamais d'âge d'or. Mais celui qui s'en rapprochera le plus, sera peut-être l'âge de l'acier. Et d'ailleurs, la puissance d'une nation ne se mesure pas en nombre de lingots d'or enfouis dans les voûtes de sa banque centrale. Aujourd'hui on calcule la force d'un pays en Kilowatts-heure, et corollairement, on estime cette force au facteur production et consommation d'acier. Donc d'une part Énergie, d'autre part Acier. L'acier constitue les moteurs, l'énergie les fait tourner. Et à partir de là, on produit tout... On produit une foule de choses dont la grande majorité est en acier: bateaux, clous, canons, structures, bouillons... Et le procédé fait bouler de neige, et le standard de vie s'élève.

De là, l'importance d'une industrie sidérurgique? Quel procédé employer? Est-ce réalisable dans les conditions actuelles? Ce qui suit est le fruit d'une rencontre très cordiale avec monsieur André Hone, professeur de métallurgie à l'École Polytechnique. Nos excuses aux puristes, si nous semblons dépasser les cadres de cette chronique scientifique, en touchant certaines données économiques. C'est que nous sommes en présence

d'un problème de génie, où la science et l'économie se mêlent continuellement pour aboutir aux solutions susceptibles d'amener le plus haut rendement.

Le haut-fourneau

Comment obtient-on l'acier? Le fer se trouve habituellement sous forme d'oxydes. Il s'agit donc d'arracher au fer, l'oxygène qui y est combiné. Ce qui demande de l'énergie, la chaleur, et un réducteur, le carbone. Souvent l'énergie et le réducteur proviennent du même corps, le charbon, sous forme de coke. C'est le principe du haut-fourneau classique, où il s'agit simplement de chauffer minéral et coke, pour obtenir dans le bas de la solution incandescente, la matière la plus dense, le fer. Si ce fer contient un certain pourcentage de carbone, on l'appellera acier ou fonte selon le degré. L'énergie calorifique peut venir de toute autre source énergétique. Un exemple récent est le four à arc électrique; ce qui demande moins de charbon. Cependant, à date, la seule méthode importante, dans la monde entier, est celle du haut-fourneau.

Son emplacement

Quand on considère le rêve du Canada français de posséder sa

propre industrie sidérurgique, on peut se demander d'abord, si économiquement, vu sa situation géographique, cela est pensable. A ce propos, monsieur Hone nous indiqua une carte comparée des gisements de minéral, des mines de charbon et des emplacements sidérurgiques pour toute l'Amérique du Nord. Conclusion: le haut-fourneau s'installe toujours à proximité de la source énergétique, le charbon, ou encore aux environs d'une densité démographique notable. A noter que le premier facteur entraîne souvent le deuxième, puisque, là où il y a du charbon, on peut s'y chauffer, faire fonctionner des moteurs, vivre, quoi! Jamais le haut-fourneau ne s'installe près du gisement de minéral, à moins bien entendu, que le dit gisement soit situé sous une ville, ce qui sauf erreur, ne s'est pas vu encore.

Or, tout le monde le sait, la province de Québec n'a pas de charbon. Voilà un de ces arguments pour venir tuer un tel projet dans l'oeuf. Non, si on conserve le facteur densité de population, qui est à la veille d'atteindre un seuil critique dans certaines régions de la province. Si on prévoit ce facteur, augmenté des facilités de communications, il semble que la vallée du Saint-Laurent de Sorel à Beauharnois soit l'endroit tout désigné pour l'établissement futur d'une sidérurgie avec la grappe d'industries secondaires qui s'y rattachent. Mais le charbon? Qu'à cela ne tienne! On l'achètera. La France riche en fer, n'a presque pas de charbon. Et pourtant elle est une puissance sidérurgique notable. Pourquoi? La sidérurgie est essentielle à un pays. Une nation ne peut pas se contenter d'acheter son fer ailleurs, même si cela coûtait moins cher. S'il y a un conflit? Si les voies de communications sont coupées? Un char d'assaut, un obus, un canon tout cela est en acier. On voit donc qu'aux deux facteurs économiques pré-cités, se superpose une raison politique, et même patriotique. L'industrie de l'acier est pour une nation, une condition de protection et de prestige. Pensant à notre cas, je serais tenté de dire: une condition de survivance, de simple dignité.

L'exemple de Hamilton

Une sidérurgie, mais c'est un besoin impérieux. Voilà, en substance, la conclusion qu'une Commission Royale d'Enquête apportait au gouvernement de l'Ontario en 1890 environ. C'est ce qui est au début du complexe sidérurgique de Hamilton. Qu'on passe aujourd'hui, en Ontario, le long des rives du Lac Érié et Ontario. Tout le long, un véritable foisonnement d'industries se-

condaires: fabrication d'automobiles, de moteurs, de clôtures d'acier, d'appareils agricoles, etc., etc... Monsieur Hone pensa aux établissements de la "côte de Liesse". Mais là, c'est une "côte de Liesse" qui s'étend sur des dizaines de milles, et qui absorbe la production des hauts-fourneaux localement. Et c'est ce qu'il faut dans la province de Québec. Une industrie secondaire développée, puissante, qui emploiera des Canadiens français, qui sera dirigée par des Canadiens français. S'il est question de reconquérir notre économie, ce ne peut être dans des secteurs où d'autres nous ont déjà dépassés localement, mais là où rien ne s'est fait encore, et où nous sommes encore forcés d'acheter de l'extérieur. Fabriquer des casseroles, des barres d'acier, des tuyaux; on ne risquera de telles entreprises secondaires que lorsqu'on aura un fournisseur d'acier local, et à nous. On ne peut acheter de Hamilton; c'est trop loin, question de transport, et d'ailleurs cela placerait l'industrie secondaire locale à la merci de n'importe quel imprévu.

Le Canada français est parvenu à cette maturité démographique qui existait déjà en 1890 sur les bords du lac Érié. Le besoin d'une industrie sidérurgique se fait sentir dès lors, non pas tant pour empêcher une hémorragie de notre minéral vers les hauts-fourneaux étrangers, mais parce que le haut-fourneau est la base d'une industrie secondaire diversifiée. C'est une question d'émancipation économique d'abord.

Le four électrique

Nous avons peut-être semblé ignorer la solution du four électrique, qui pourtant, rendrait le charbon inutile; ce qui, dans notre situation serait idéal, avec nos richesses hydroélectriques considérables. D'abord, seulement pour la construction. Un four électrique de \$300,000 produirait peut-être 500 tonnes d'acier par jour, tandis qu'un convertisseur à oxygène de \$150,000 utilisant du métal de haut-fourneau pourrait produire près de 3,000 tonnes par jour. D'autre part, l'énergie électrique coûte beaucoup plus cher que le charbon: \$1.20 le million de B.T.U. fournies électriquement contre \$0.80 avec le coke. Et d'une façon générale, l'acier d'un four électrique coûterait environ \$90.00 la tonne tandis que l'acier de convertisseur coûterait \$70.00 la tonne. Ceci ne tient pas compte du coût énorme des stations hydroélectriques qu'il faudrait pour harnacher notre énergie hydroélectrique, sans compter le prix des lignes de transmission à partir du barrage, situé à 500 ou 600 milles de l'aciérie. Le four électrique, on le voit impensable. D'ailleurs, son utilité n'est pas de concurrencer le haut-fourneau, mais de le compléter. C'est que l'énergie électrique étant tellement contrôlable, on peut, grâce au four électrique obtenir certains aciers spéciaux au chrome, au molybdène, certains alliages dont les pourcentages peuvent être dosés avec très grande précision. Mais cela, c'est une très petite partie de l'utilisation de l'acier.

C'est pour bientôt?

Or, si on veut une aciérie au Québec, ce n'est pas pour l'em-

ploi qu'elle fournira. Elle absorbera à peine cinq cents hommes. C'est l'industrie secondaire qu'elle suscitera que l'on vise. C'est cette industrie secondaire qui emploiera une foule de gens. Nous pouvons entrevoir une vallée du Saint-Laurent industrialisée, dans un endroit stratégique entre Montréal et Sorel, communiquant par voie d'eau avec l'Atlantique, avec New-York par l'Hudson et le Richelieu, avec l'intérieur de l'Amérique par la Voie maritime, etc... Ces choses-là ne sont pas du domaine de l'utopie. On sait que le port de Montréal étend maintenant sa juridiction jusqu'à Sorel. Et ce n'est pas l'annonce récente qu'une compagnie d'acier, voulant s'établir à Verchères, a changé d'avis, qui doit nous faire croire à un avortement du projet. On y pense toujours. Monsieur Hone m'apprend d'ailleurs qu'au début de 1962, l'École Polytechnique réunira une vingtaine de conférenciers et ceux qui ont un mot à dire au projet, pour deux journées d'étude. On y présentera les faits tels qu'ils sont. Le moment des hypothèses est révolu. Une foule de détails y seront étudiés. Il serait question d'entrevoir une participation active de l'ouvrier au financement d'une telle compagnie. Les modalités y seraient étudiées. Nous ne pouvons que nous réjouir de telles initiatives. Pour notre population c'est un premier pas vers l'intelligence des problèmes économiques, et je dirais, vers l'intelligence tout court.

Raymond Lafontaine

Le stylo qui caresse le papier

Si votre North-Rite n'écrit pas aussi longtemps qu'il le devrait, à votre sens, nous vous enverrons un autre rechange — GRATUIT!

North-Rite "98" SEULEMENT **98c**

THÈSES

Dactylographie, polygraphie et correction de thèses et de tous autres travaux exigeant rigueur de style et de présentation.

SECRÉTARIATS UNIS

8515, boul. Saint-Laurent

DU. 7-2486

Tous les jours: Casse-croûte pour étudiants

RESTAURANT

LA MAISONNÉE

"Où se rencontrent les bonnes vieilles fourchettes"

5375 Gatineau (coin Lacombe)

Marcel Brunetta, prop.

POUR LA PIPE...UNE DOUCEUR PARFAITE

Brahadi's



Le tabac à pipe Brahadi's est un mélange spécial de tabacs doux, type "Cavendish", choisis pour leur douceur légère, leur arôme discret et leur saveur agréable.

54c les 2 onces

Prix suggéré, toutes taxes comprises

Se vend également en boîtes métalliques de 1/4 lb, scellées sous vide

L'UNIVERSITÉ, DOUZE MOIS PAR ANNÉE

Verrons-nous le jour où, avec le même investissement de capitaux et pour une même période de temps, nous doublerons le nombre de nos diplômés d'université? Est-ce là une utopie, ou au contraire la solution à plusieurs problèmes qui se posent et se poseront de plus en plus à la cité universitaire?

Dans toute entreprise à but lucratif, personne n'oserait réduire la période d'opération à quelques mois par année. Au contraire, les conseils d'administration cherchent constamment à augmenter leur production, dans des cadres matériels donnés; de là la multiplication des équipes de travail, afin d'utiliser la machinerie et les investissements de fonds à leur maximum. C'est là l'application de simples notions d'économie. Les mêmes principes ne vaudraient-ils pas dans l'organisation des programmes des différentes facultés?

Là où non seulement des intérêts pécuniaires sont en jeu, mais aussi des valeurs humaines, des talents et des idéaux, il serait opportun de rechercher par quels moyens les instituts de haut savoir (ou du moins certaines de leurs facultés), tout en conservant la même qualité d'enseignement et sans être forcés de construire de nouveaux locaux, pourraient doubler leurs effectifs.

La seule façon d'y arriver serait d'instituer deux séries de cours qui se succéderaient sans interruption. La première, qui accueilleraient un groupe d'étudiants,

serait d'une durée de six mois et équivaldrait à une année académique ordinaire. Puis, immédiatement après ce terme de six mois, débuterait une autre série, identique à la première et destinée à un second groupe d'étudiants. Ainsi, dans l'espace de douze mois, on pourrait dispenser le même enseignement au double d'étudiants. Il est vrai que ce surplus d'inscriptions nécessiterait la formation d'une seconde équipe de professeurs, mais d'une manière ou d'une autre, il faudra trouver ces professeurs pour répondre à l'accroissement de la masse étudiante. N'oublions pas que d'autre part le Trésor toucherait au double les frais de scolarité.

De cette façon, professeurs et étudiants bénéficieraient d'une période de six mois de vacances. Les uns pourraient consacrer cette période à la recherche et à la publication; quant aux étudiants, ils pourraient faire un stage rémunéré dans le secteur professionnel où ils seront appelés à pratiquer plus tard, grâce à des ententes avec les diverses associations professionnelles. Ceci leur permettrait de compléter leurs connaissances théoriques acquises à l'Université et aussi de combler le coût de leurs études.

Alors qu'on veut construire de nouvelles universités et que l'on se demande où loger les finissants de plus en plus nombreux des collèges et des écoles supérieures, ne serait-ce pas là une solution idéale? Et les millions de dollars

que le public et le gouvernement devraient éventuellement verser pour la construction de nouveaux édifices et laboratoires, pour l'achat de nouveaux appareils, pour les dépenses additionnelles d'entretien et d'administration, pourraient être utilisés à accroître la qualité de l'enseignement et à accélérer la gratuité scolaire.

Quant au problème de savoir quel groupe étudierait durant la période estivale, on pourrait le résoudre en fixant comme terme du premier groupe le milieu de l'été, ce qui coïnciderait, en même temps, avec l'ouverture des cours du second groupe. Pour ce qui est d'enseigner en six mois ce qui actuellement s'échelonne sur une période de huit mois, on pourrait peut-être supprimer le plus de congés possible, accélérer un peu le rythme des cours et fixer la période d'examen durant le terme des vacances.

Certes, comme pour toute modification aux programmes scolaires, il se présenterait des difficultés d'ordre pratique. Mais elles ne sont sûrement pas insurmontables, puisqu'on a déjà adopté ce système avec succès dans plusieurs universités, en Asie, aux États-Unis et en Ontario...

Tout compte fait, un tel projet n'est certainement pas si révolutionnaire qu'il le paraît à première vue. Et, si c'est une proposition discutable, souhaitons qu'elle soit pour le moins discutée!

Jean-Marc Bertrand

Non merci, pas d'abri!

On vend maintenant des abris anti-bombe. Paraîtrait même que M. Diefenbaker s'en est fait construire un. Eh! bien, merci pour moi, non merci. Puisqu'il semble qu'on ne me laissera pas terminer en paix cette petite vie qui est déjà si courte, je préfère adopter la bonne vieille politique de l'autruche et une saine optique de plein air.

Mais elle se contredit, direz-vous: rien de moins conciliable qu'une autruche et le plein air, celle-ci s'enfouissant la tête dans le sol dès l'approche du danger. . . Et pourtant, non. Que je vous explique.

J'opte pour la politique de l'autruche en décidant, tout à coup et irrévocablement, de ne plus interroger le ciel pour voir si au lieu de la pluie c'est une poignée de radiations qui nous tombe dessus; de ne plus scruter les regards des meneurs de notre planète pour voir s'ils sont ou non de tendre humeur; autrement dit, de m'en f. . . dans la mesure du possible. (Cependant, si vous êtes neuf à marcher pour la paix, s'il vous en manque un pour faire dix, appelez-moi: j'irai marcher avec vous, et courir s'il le faut — même si je sais très bien que c'est là un geste inutile, presque touchant d'inutilité, et peut-être justement à cause de cela.)

Par saine optique de plein air, j'entends que jamais je ne consentirai à avoir sous les yeux, dans ma maison, ce réduit capitonné où je devrais passer mes jours en cas d'attaque, entre un transistor et de l'eau en conserve (. . . comme si vous faisiez entrer en grande pompe votre cercueil dans votre chambre. . . , comme si vous graviez votre nom et votre date de naissance sur votre tombe, en attendant que quelqu'un d'autre y inscrive la date de votre mort, et qu'en passant au cimetière, vous le contempleriez, ce monument, fier de votre prévoyance. . .).

S'il faut un jour qu'il y ait la guerre, s'il faut un jour que pour continuer à vivre nous devions nous réfugier dans une boîte close, et que pour garder notre place au soleil, il nous faille rentrer sous terre comme des rats, qu'au moins nous puissions vivre, avant, et vivre vraiment, le plus librement possible, sans avoir constamment cette menace en notre esprit et la peur au creux de notre chair. Au lieu de proposer des remèdes, qu'on essaie donc, à tout prix, à toutes forces, d'empêcher le mal — et qu'on agisse pour la paix au lieu de parler abri! (soit dit tout bas et entre nous, j'ai beau fanfaronner, je ne resterai pas là, les yeux au ciel et les bras en croix, à regarder tomber la bombe: l'instinct de conservation est encore ce qu'il y a en moi de plus solide. Je courrai tête première vers le plus proche abri. . . mais seulement à la dernière minute: à la dernière minute, vous comprenez).

Bien entendu, pareil raisonnement — qui d'ailleurs n'a rien d'un raisonnement — n'est pas raisonnable. Mais je serai raisonnable quand le seront les gens qui mènent mon pays et ceux des autres. A vivre avec les loups on hurle, et à vivre dans un monde de fous on finit peut-être par perdre la tête.

Et puis après tout, je souffre peut-être de claustrophobie.

Lysiane Gagnon



Il diffère des autres, mais n'est pas inaccessible. Il a une bonne imagination sans être excentrique. Il aimerait se tailler une carrière intéressante dans une compagnie de premier plan, mais voudrait que la rémunération financière soit en rapport avec sa situation.

Si vous jugez que le domaine de la finance vous offre des perspectives de prospérité et de travail agréable, vous avez raison! . . . Songez dès maintenant à Traders. Nous pouvons vous pro-

mettre: un excellent avenir, de grandes possibilités d'avancement et la satisfaction indiscutable d'un bon revenu. N'est-ce pas là l'heureuse combinaison que vous cherchez à réunir pour vous? En outre, vous aurez le plaisir de travailler pour l'entreprise de financement la plus réputée au Canada.

Consultez donc sans tarder votre conseiller en orientation professionnelle ou le bureau Traders de votre localité.

TRADERS FINANCE CORPORATION LIMITED



Tél. RE. 8-1283

ASTOR

Bière - Vins
Cuisine canadienne
Salle de réceptions
Air climatisé
5666 CÔTE-DES-NEIGES

A VOTRE SERVICE

BANQUE

CANADIENNE

NATIONALE



Chronique du travail

SI C'ÉTAIT VRAI . . .

Je viens de terminer la lecture de *'Syndicalisme, qui es-tu ?'*. D'un spécialiste en droit patronal-ouvrier je m'attendais à un témoignage plus consistant, plus lucide. Dans son minuscule volume, Me Dansereau côtoie le paradoxe; on a l'impression qu'il veut conjuguer une certaine sérénité de 'ton' à l'allure nettement pamphlétaire de sa pensée. Ainsi après un historique, assez honnête, de notre syndicalisme est-on surpris d'y lire l'éloge du 'syndicat de boutique' (p. 63: *"Le bon sens des ouvriers existe encore"*). Et Me Dansereau cite l'art 20 de la Loi des Relations Ouvrières du Québec qui interdit la formation de semblables associations. Pour lui, il s'agit d'une forme abjecte d'exploitation de l'ouvrier. On s'explique difficilement son point de vue. Me Dansereau croit-il vraiment que le syndicalisme symbolise la corruption? Croit-il vraiment que l'ouvrier refuse le syndicalisme pour sauvegarder sa liberté? (p. 63: *"Ils n'ignorent pas que l'union peut les forcer à faire la grève. . . ils (les ouvriers) redoutent les menaces, les coups dont ils peuvent être victimes. . ."*) Et, en toute bonne foi, l'auteur signale l'esprit humanitaire du patronat et la confiance qu'il inspire à l'ouvrier. (*"Les ouvriers se disent que par le syndicat de boutique, ils obtiendront des concessions de la part de la direction de l'entreprise"*, p. 64) Sur ce sujet, Me Dansereau nous semble s'illusionner en présumant que l'ouvrier est favorable au syndicat de boutique. Comme il le mentionne, l'ouvrier a encore du 'bon sens' et les dernières années sont là pour témoigner des efforts qu'ont dû déployer les ouvriers pour obtenir le droit d'association. Et ceux qui avaient intérêt à maintenir l'ouvrier en tutelle, n'étaient-ce pas les patrons. . . Aux yeux de l'ouvrier, le syndicalisme n'apparaissait-il pas comme cette chance de libération? N'est-ce pas le syndicalisme qui accorde à l'ouvrier plus de sécurité dans son emploi et de meilleures conditions matérielles? Me Dansereau reconnaît certains bienfaits du syndicalisme: *"au capitalisme abusif, il sert de correctif. Au souci exagéré du profit, il oppose les droits de la personne humaine"* (p. 25). Quand il s'exprime ainsi, il s'en réfère aux années '30-'40; de nos jours, prétend-il, le syndicalisme exploite l'ouvrier. C'est ainsi qu'il ex-

plique sa ferveur pour le Syndicat de Boutique. Et il se ferme les yeux. Il ne voit pas dans ce genre d'association, la dernière forme de résistance du patronat. D'ailleurs, s'agit-il vraiment d'une 'association'? N'est-ce pas davantage un mode déguisé d'exploitation, de la fausse représentation? Que l'on songe seulement aux salaires dérisoires accordés à l'ouvrier qui ne bénéficie pas de l'association syndicale. Peut-être, existe-il des syndicats de boutique où règne l'équité? Rarement en entend-on parler; Me Dansereau préfère n'en point citer.

Que Me Dansereau ne soit pas favorable à notre syndicalisme, c'est son privilège. Mais en exposant ses griefs, il se devait de signaler les éléments valables. Or, il ne le fait pas et en ce sens, il nous semble malhonnête. Dès lors, sa critique devient 'systématique', d'une logique presque 'thomiste' où l'on cherche vainement les nuances. Me Dansereau voulait peut-être faire 'choc', il y réussit. Trop globale, sa critique devient amère. Plus soucieux de défendre une position que de l'analyser, l'auteur ne réussit qu'à s'enfermer dans ses propres catégories. A certains endroits,

il donne l'impression d'être polémiste malgré lui. Je pense, entre autre, à son chapitre consacré au procès du gauchisme des Syndicats Nationaux. Je doute que les chefs de la C.S.N. appartiennent à cette race de "petits gauchistes" (p. 72-73) dont nous parle Me Dansereau: *"nos doctrines de la C.S.N. ont fait de leur socialisme une sorte de gauchisme messianique qu'on s'efforce de faire prendre au sérieux"* (p. 72). Sans préjuger de la valeur personnelle de Me Dansereau, nous décelons dans son exposé une tendance marquée à fausser les problèmes. Pour nous, le mot 'gauchisme' s'associe à une propagande véreuse, celle de l'Union Nationale. Quand Me Dansereau parle des 'gauchistes', il tombe dans l'étiquetage factice; c'est un raisonnement 'par le vide'.

"La CSN a toujours flirté avec le Parti Social Démocrate et depuis un an ou deux, ce dernier parti ne paraissant pas suffisamment à gauche, quelques-uns des chefs de la CSN ont collaboré étroitement à la fondation d'un Nouveau Parti." Pour quiconque soupçonne le rôle qu'a joué le Parti Social Démocrate dans l'obtention de mesures de sécurité sociale, le jugement de Me Dansereau tient de la fadaise. D'ailleurs, il s'explique lui-même en présumant de la politique du Nouveau Parti: *"se situer plus à gauche"*. Sur ce sujet, Me Dansereau lirait avec profit le volume de Stanley Knowles sur le Nouveau Parti; en page 85, on peut lire que *"la CSN n'a pas encore décidé, à titre d'organisation, d'adhérer au Nouveau Parti"*. D'ailleurs Me Dansereau expli-

cite en page 71 sa notion du gauchiste; il s'agit d'un socialiste. Il signale les méfaits du socialisme, mais dans l'abstraction; il s'insurge contre *"le-socialisme-en-général"*, comme s'il s'agissait de l'être-en-tant-qu'être. Il frappe dans le vide. Le socialisme qu'il condamne n'est pas celui du Nouveau Parti, mais celui de la Chine.

Quand il s'exprime sur la qualité de nos chefs syndicaux, il conserve le même ton. Pendant dix pages, il s'évertue à nous prouver que le Congrès du Travail du Canada n'est qu'une marionnette entre les mains des Etats-Unis. Pour étayer son témoignage, il brandit des chiffres qui malheureusement n'ont qu'une valeur secondaire. Nous sommes d'accord pour affirmer que la CTC compte un pourcentage de 79% de ses membres affiliés au syndicalisme américain. Que le fait nous plaise ou non, c'est là un résultat de notre histoire et de notre géographie. D'abord notre syndicalisme (sauf la C.S.N.) est une importation américaine. Me Dansereau a raison de dire: *"les travailleurs canadiens ont hérité de structures élaborées pour un autre pays"* (p. 41). Mais elles nous sont devenues familières. Nous pourrions réclamer plus d'autonomie mais entre les syndicats canadiens et américains subsisteront des coalitions d'intérêts souvent très fortes. D'ailleurs, peut-il parfois en être autrement? Il existe des Compagnies canado-américaines, ce qui créent entre des travailleurs de différents pays certains liens. L'avantage d'un syndicat

'international' serait alors d'assurer une commune équité. Que devient dans ces conditions la fonction de la CTC? Contrairement à ce qu'en dit Me Dansereau, c'est une association autonome; elle s'est engagée dans le Nouveau Parti sans en demander d'autorisation. Et il en fut ainsi pour la FTQ. De plus, on chercherait vainement à démontrer que nos chefs syndicaux sont des crapules. Me Dansereau semble assimiler syndicalisme et gangstérisme; il n'a qu'un nom 'James Hoffa' (p. 40). Sans directement conclure que nos chefs syndicaux sont des bandits, il les met paternellement en garde contre le mauvais exemple: *"mais l'exemple d'un Hoffa. . . n'est pas précisément un exemple moral et semble bien de nature à encourager le gangstérisme et le mépris de la légalité chez les chefs d'unions"* (p. 40). Plus loin, il parle d'un *"contrôle de la pensée et de la politique du syndicalisme canadien par des chefs américains."*

Sans doute, y a-t-il dans ce volume de Me Dansereau des éléments valables. Il ne peut être blâmé de dénoncer une certaine forme de colonialisme américain, mais il va trop loin; il s'égare. Ce genre de volume n'a rien de très technique, il cherche à éveiller l'ouvrier. Il a raison de prôner un retour au syndicalisme militant, en engageant l'ouvrier à prendre ses responsabilités. Mais est-ce vraiment la bonne méthode qu'emploie Me Dansereau?

Roger David

Possibilités illimitées dans l'Aviation

LE PROGRAMME D'INSTRUCTION POUR LA FORMATION D'OFFICIERS DES FORCES RÉGULIÈRES (ROTP)

Le ROTP est un programme d'instruction commun aux trois Armes qui offre aux jeunes Canadiens une aide financière leur permettant d'obtenir un degré universitaire, ainsi qu'un brevet permanent d'officier dans une des trois Armes.

Principales caractéristiques du ROTP

- Programme accessible aux étudiants en génie, arts, sciences et autres disciplines (hommes seulement).
- Cours comportant vingt soirées d'instruction à l'escadrille universitaire pendant l'année scolaire.
- Frais de scolarité payés par l'Etat, plus \$128 par mois de solde et d'allocations.
- Brevet permanent d'officier offert par l'Aviation aux diplômés.
- Possibilités d'emploi dans les Services navigant et technique de l'Aviation.

LE PROGRAMME UNIVERSITAIRE D'ENTRAÎNEMENT AÉRIEN (RÉSERVE) (URTP)

Le but du URTP est de fournir aux étudiants d'université l'occasion de s'initier à la vie militaire dans l'Aviation et de suivre, dans certains Services, des cours qui leur permettront d'obtenir, au terme de leurs études, un brevet d'officier dans les forces régulières ou de réserve de l'Aviation.

Principales caractéristiques du URTP

- Instruction militaire alliée aux études universitaires.
- Programme accessible aux étudiants des 1^{re} et 2^e années en génie, arts, sciences, médecine et autres disciplines.
- Postes accessibles aux femmes dans certains cas.
- Solde de \$225.00 par mois, plus vivre et logement durant l'été.
- Un maximum de seize jours de solde pendant l'année scolaire.
- Acquisition d'une expérience précieuse pendant l'été aux établissements de l'Aviation au Canada ou en Europe.

Renseignez-vous sans tarder sur ces programmes afin de pouvoir bénéficier dès maintenant de tous les avantages qu'ils vous permettent d'obtenir pendant vos études à l'université.

Pour plus de détails sur les conditions d'admission, la solde et les avantages offerts

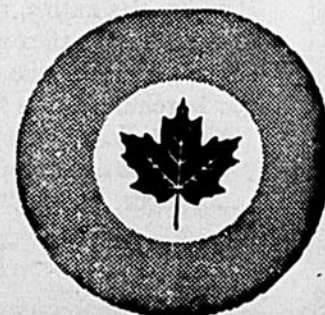
ADRESSEZ-VOUS À L'OFFICIER AUXILIAIRE DE L'AVIATION DE VOTRE UNIVERSITÉ

Lieutenant de Section Richardson

Local G 404

RE. 3-9951 local 404

AVIATION ROYALE DU CANADA



RÉDUCTIONS SUR LES CHEMINS DE FER

Les étudiants et professeurs de l'Université peuvent bénéficier de prix réduits s'ils voyagent par chemin de fer entre le 1^{er} décembre 1961 et le 25 janvier 1962, entre la plupart des stations au Canada et jusqu'à certaines stations-frontières aux États-Unis.

La réduction est de 25% sur un billet aller-retour.

S'adresser au Bureau d'Immatriculation de l'Université pour obtenir les formules nécessaires.



DEUX CONCOURS D'ATHLÉTISME

Calendrier sportif

Voici le calendrier des activités sportives de la semaine allant du mardi 31 octobre au lundi 6 novembre inclusivement:

Mardi, le 31 octobre:

- Football interuniversitaire —
Collège McDonald vs U. de M. au parc Jarry, à 7h.30
- Hockey interuniversitaire —
entraînement au Centre Paul Sauvé, à 6h.
- Basketball interuniversitaire —
entraînement au gymnase du Mont Saint-Louis, à 7h.
- Quilles interfacultés, section A —
Sciences vs Médecine
Ch. Dentaire vs Sciences Sociales
H.E.C. vs Droit
Poly I vs Poly II
au Centre Immaculée-Conception, à 5h.45
- Ski —
entraînement physique en la salle 426 du Centre Social, à 6h.
- Natation féminine —
cours au Centre Notre-Dame, à 5h.45
- Judo —
à midi en la salle 222 du Centre Social
- Escrime —
en la salle 222 du Centre Social, à 5h.30

Mercredi, le 1er novembre:

- Football interuniversitaire —
entraînement au parc Jarry, à 6h.
- Natation interuniversitaire —
entraînement au Centre Notre-Dame, à 5h.30
- Cours de natation masculine —
au Centre Notre-Dame, à 5h.45
- Judo —
à midi en la salle 222 du Centre Social
- Escrime interuniversitaire —
entraînement en la salle 222 du Centre Social, à 5h.30

Jeudi, le 2 novembre:

- Hockey interuniversitaire —
entraînement au Centre Paul Sauvé, à 6h.
- Basketball interuniversitaire —
entraînement au gymnase du Mont Saint-Louis, à 8h.
- Basketball féminin —
au Collège Jésus-Marie, à 5h.30
- Ski —
entraînement physique en la salle 426 du Centre Social, à 5h.
- Judo —
à midi en la salle 222 du Centre Social

Vendredi, le 3 novembre:

- Football interuniversitaire —
entraînement au parc Jarry, à 6h.
- Escrime —
à midi en la salle 222 du Centre Social

Samedi, le 4 novembre:

- Volleyball —
tournoi invitation au Centre Maisonneuve, de 10h.a.m. à 9h.p.m.
- Escalade —
le club d'escalade se rend à Val David

Lundi, le 6 novembre:

- Football interuniversitaire —
entraînement au parc Jarry, à 6h.
- Hockey interuniversitaire —
entraînement au Centre Paul Sauvé, à 6h.
- Natation interuniversitaire —
entraînement au Centre Notre-Dame, à 5h.30
- Judo —
à midi en la salle 222 du Centre Social

LES SPORTS D'ÉTÉ

La saison des sports d'été tire à sa fin. L'Université de Montréal devra bientôt refermer son livre de records où, une fois de plus, pendant six longs mois, les résultats de sa participation à des tournois de tennis, d'athlétisme et de golf sont venus s'inscrire.

Tennis... athlétisme... golf... voilà des sports qui, dans notre pays, n'ont pas encore eu l'heur d'attirer l'attention d'un très vaste public. Parce que le tennis professionnel, avec ses bourses fabuleuses, sait convaincre les meilleurs amateurs de devenir ses adeptes, et qu'on ne lui a pas encore permis de participer aux principaux championnats nationaux, dans tous les pays qui le pratiquent, la popularité du tennis est à la baisse. Le Canada n'échappe pas à la règle, d'autant plus que, chez nous, le tennis n'a jamais réussi à attirer de grandes foules.

Le golf non plus n'occupe pas, auprès du public canadien, la place qui lui revient. Sitôt qu'un des nôtres se met à faire bonne figure sur nos parcours, la P.G.A. américaine vient lui tendre l'hameçon d'or. Et l'amateur canadien de sports, habitué par le calibre de jeu de notre hockey à voir évoluer les meilleurs, n'ose pas trop faire cas de ceux qui restent.

Le peu de popularité qu'obtient actuellement l'athlétisme dans notre pays peut se comprendre davantage. Au Canada, ce sport est jeune et n'est pas encore pratiqué sur une grande échelle. Mais il est à prévoir que, d'ici peu d'années, c'est-à-dire lorsque nous aurons nos propres vedettes d'athlétisme, l'amateur canadien de sports, à l'instar de son confrère américain, ne manquera pas d'apporter son support moral aux compétitions de "track and field".

Bien que ces sports d'été ne soient pas les plus populaires même auprès de la gent étudiante, ils sont peut-être ceux qui contribuent le plus à donner à l'élève le corps et l'esprit sains dont il a besoin au cours de ses études et qui seront ensuite utiles à la pratique consciencieuse sa profession.

C'est pourquoi, chaque année, le Comité des Sports de l'Université de Montréal voit à ce que ses cinq courts de tennis soient en très bon état, organise des cours de golf et fait en sorte que ses étudiants puissent participer à différents tournois de tennis, d'athlétisme et de golf.

André Lebeau



Aux championnats d'athlétisme de l'Université, Jean Dupuis atteint le fil d'arrivée avant Yves Jakimow, dans la course du mille.

Dimanche le 15 octobre, au Collège Jean de Brébeuf, ont eu lieu les championnats d'athlétisme de l'Université de Montréal. Beaucoup plus d'athlètes que l'an dernier ont participé aux différents concours de saut, de course et de lancer. Aussi, deux fois plus de facultés y avaient des représentants cette année: outre les délégations d'Éducation Physique, de Sciences et du Polytechnique, nous avons pu compter sur la participation d'étudiants de Médecine, Sciences Sociales et Chirurgie Dentaire. La seule ombre au tableau: Poly qui n'avait qu'un seul représentant.

Malgré une température très froide cet après-midi-là, les résultats furent excellents. Un nouveau record a même été établi: Jean-Pierre Grisé, de Chirurgie Dentaire, a réussi à projeter le javelot à 169 pieds devant lui. L'ancien record de 165' a de plus été égalé par André Vallière, d'Éducation Physique.

L'Université s'est découvert un excellent coureur de demi-fond en la personne de Jean Dupuis, de la faculté des Arts. Ce jeune homme, qui n'a pas encore 18 ans et qui a déjà parcouru le mille en 4'48", a réussi à devancer les deux bons coureurs que sont les frères Jakimow, dans le mille et le demi-mille. Son temps pour le mille fut de 4'51"8.

Les Thibault

La famille Thibault, d'Éducation Physique, s'est aussi mise en évidence. Pour sa part, Guy a gagné le 120 verges haies, le saut en longueur, et a permis à l'équipe d'Éducation Physique de remporter la course à relais de 880 verges. Il s'est de plus classé troisième dans le 440 verges et le saut en hauteur. Quant à Louise et Jacqueline, elles se sont accaparé des titres féminins. La première a gagné les courses de 60 verges, de 100 verges, ainsi que le saut en longueur. Jacqueline a remporté la victoire dans le saut en hauteur et, dans les trois autres compétitions, s'est classée deuxième derrière sa sœur.

Guy, Louise et Jacqueline Thibault sont de véritables athlètes. Tous trois n'avaient décidé de participer à ces championnats d'athlétisme que pour se mettre en bonne condition physique en vue de la saison de ski. Mentionnons ici que Jacqueline Thibault, l'an dernier, avec les Nancy Holland et Nancy Green, faisait partie de l'équipe canadienne de ski qui a participé aux divers championnats d'Europe.

Rencontre interuniversitaire

Un peu plus tôt dans le mois, à l'Université McGill, l'équipe de l'endroit, l'Université de Montréal, les collèges McDonald et Sir George William prenaient part à un concours d'athlétisme. Nos représentants se sont classés troisièmes d'après le système de points en vigueur pour cette circonstance. Mais nous avons constaté qu'en compilant les résultats selon le système employé aux Olympiques, notre équipe se serait classée deuxième derrière celle de McGill.

Voici un aperçu de nos meilleures performances à cette occasion:

- 100 vgs — 5ème: Jacques Grenier et Paul Arminjon
- 120 vgs haies — 4ème: Guy Thibault
- 440 vgs — 2ème: Yves Jakimow, en 56"3
- 880 vgs — 3ème: Georges Jakimow, en 2'12
- Mille — 3ème: Yves Jakimow, en 5'1"4
- 4ème: Georges Jakimow
- Poids — 1er: Jean-Louis Yelle, avec 38'6"
- Disque — 2ème: Jean-Louis Yelle, avec 121'5"3/4
- (nouveau record de l'Université)

Alors, nos remerciements à tous ceux qui ont apporté leur concours au développement de l'athlétisme à l'Université.

André Lebeau

**VOUS AUREZ PROFIT À LIRE
LE DEVOIR**

ABONNEZ-VOUS SANS TARDER

Tarif des abonnements:

6 mois — \$10.00

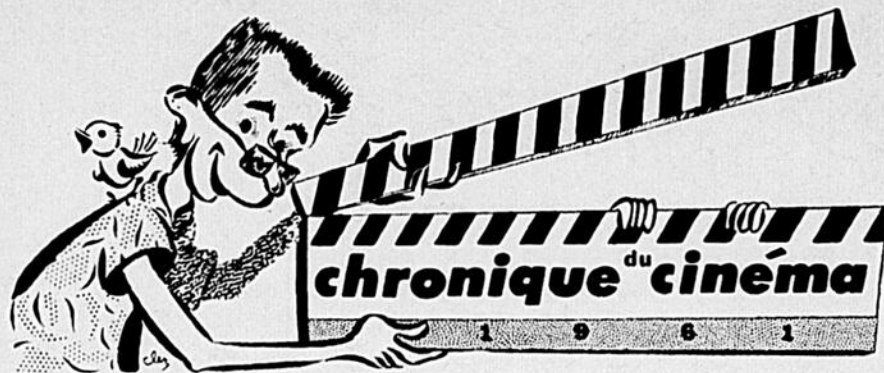
12 mois — \$20.00

LE DEVOIR, C.P. 6033, Montréal 3, Qué.

Vous trouverez ci-inclus \$..... en paiement
d'un abonnement de..... mois au DEVOIR
à compter du.....

Nom

Adresse



C.C., L'INSAISSABLE

Détrompez-vous! C.C. ne veut pas détrôner B.B. ou M.M., encore moins supplanter la jolie italienne Claudia Cardinale. Non, C.C. n'est pas une vamp, ni une de ces "cocottes" de l'écran qui vous font frémir; C.C., c'est tout simplement notre "Cinéma Canadien".

Le cinéma canadien existe-t-il? Cette sempiternelle interrogation, la radio, la T.V. et les journaux nous la relancent quotidiennement; certains proclament qu'il existe, d'autres prétendent le contraire, mais soit loué celui qui pourrait y répondre catégoriquement. C'est un fait et nous devons l'admettre, notre situation en ce domaine est fort peu brillante; l'Office National du Film produit de remarquables court-métrages, bien sûr, mais est-ce assez pour crier sur tous les toits que nous possédons un cinéma canadien? Non, pour qu'il existe vraiment nécessité est de nous faire connaître par le long métrage. Ah! direz-vous, nous en avons tourné des longs métrages. Il y a quelques années? En effet, une dizaine de films furent entrepris, mais quels films? Hélas, la valeur artistique et commerciale de ces productions était bien piètre; et je pense au film "Le rossignol et les cloches". Bon nombre de ces films se noyaient dans le provincialisme; des faits locaux et banals nous étaient présentés par des cinéastes qui désiraient nous passer des films dans l'unique but de ramasser les sommes requises pour en produire d'autres. Alors là je ne marche plus; payer pour voir un "navet", c'est encourager le vice (le Bureau de la Censure en sait quelque chose)! Dans une production cinématographique, le simple jugement demande d'y insérer un cachet d'universalisme, un thème ayant une portée universelle; il eut été nécessaire d'y penser, avant d'entreprendre ces films.

Si des pays tels que la Suède, le Mexique... etc, produisent des longs métrages, ne pourrions-nous nous y risquer sans nous briser le cou? Nos gouvernements devraient alors s'y intéresser plus activement; outre le Conseil des Arts qui favorise la culture artistique au Canada, le gouvernement fédéral ne pourrait-il aider à l'expansion de l'industrie ciné-

matographique en versant des octrois aux gouvernements provinciaux, desquels doit relever la culture (dans ce cas on peut se demander pourquoi le Conseil des Arts est un organisme fédéral). — Des comédiens, nous en avons qui sont bourrés de talent, et l'on a pu voir que certains producteurs étrangers n'ont pas hésité à les employer. — Des agences de distribution de films, opérées par des Canadiens, se font de plus en plus nombreuses; on cherche à s'affranchir des firmes étrangères et c'est bon signe! — En ce qui concerne l'établissement d'un marché, la supposée barrière du bilinguisme ne peut, à notre avis, entraver la route; ce problème serait résolu par une double version de ces films. En outre, le commerce étranger deviendrait un champ d'action fort intéressant.

Le problème non moins controversé de l'investissement de capitaux a également soulevé plusieurs protestations. C'est un fait indéniable, les financiers refusent d'investir, le risque paraissant trop grand. La raison de cette peur ne résiderait-elle pas dans un manque de dynamisme? A-t-on peur des initiatives à ce point? Aujourd'hui encore, l'ère des pionniers ne semble pas révolue au Canada, chacun devant tenter sa chance isolément.

De nombreux jeunes, depuis quelques années, s'intéressent à la production de films amateurs. Avec un matériel réduit et un budget dérisoire, certains ont réussi de petits chefs-d'œuvre. — Seront-ils les précurseurs du cinéma canadien? Peut-être, s'ils ont vraiment foi au cinéma et n'y cherchent pas seulement la gloire. Dire à ses amis avec une bouche pincée: "Actuellement, je tourne, ma chère", ça fait chic; avoir son nom en marquise d'un cinéma, c'est bien beau aussi, mais si le film est un navet, c'est moins beau. Le cinéaste, avant tout, se devra d'être honnête envers lui-même, pour l'être ensuite envers son public.

Ces quelques lignes sont entachées de vues utopiques, c'est vrai; est-ce à dire que le cinéma canadien n'est qu'illusion? À vous de juger.

Jean-Pierre Bourbonnais



AIMEZ-VOUS PERKINS?

... ou Ingrid Bergman ou Yves Montand ou même Brahms? Sans doute, mais vous n'aimez pas Litvak et l'adaptation qu'il a fait du roman de Françoise Sagan. Le genre de *Good Bye Again* est déclassé, aussi bien astiqué soit-il. Imaginez-vous Sarah Bernhardt jouant dans un film de la nouvelle vague ou comme personnage principal du "Repos du Guerrier" ou de "Bonjour Tristesse"; imaginez-vous un tableau de Rubens comportant des nus féminins refaits avec des "models" vivant dans un but pornographique; imaginez-vous un Indien tatoué à la gouache et non au fer brûlant: vous aurez une idée assez

juste de *Good Bye Again* qui use d'un art voisin de celui de Méliès, ou, pour ne pas aller chercher trop loin, voisin de celui qu'employait le même Litvak dans *The Snake Pit*. On ne sépare pas la vie de la philosophie ni le mot de sa signification: on ne séparera pas non plus le style et le langage de l'idée qu'ils transmettent. C'est précisément ce qu'a fait Litvak en adaptant "Aimez-vous Brahms" avec un esprit très similaire à celui du littérateur Henri Bordeaux ou du cinéaste D. de la Patellière. *Good Bye Again*, c'est la révolution sans fusil, Picasso sans son crayon ou son pinceau... et Sagan sans son anarchie — qui

n'est pas que superficielle — Sagan à l'eau de rose, sans même aucun sadisme ni masochisme.

Mais — il y a toujours un mais — Anthony Perkins, de toute sa vie d'acteur, n'a jamais gagné de façon aussi éclatante la gageure presque inhumaine d'être à la fois l'assassin et l'assassiné, le poursuivant et le poursuivi, le jeune premier arrogant et le vieil acteur agressif. Il est tellement plus consistant et physiquement et idéologiquement que la réalisation de Litvak, qu'il devient presque irréel, ne bénéficiant d'aucun support approprié (Bergman et Montand sont très bons mais ils n'appartiennent pas au monde de Sagan). J.-P.L.



L'ESPACE OU LA MORT

Dans le supplément artistique de "La Presse", le 14 octobre dernier, paraissait un reportage intitulé "Le théâtre, un grand méconnu?"

Il s'agissait de "l'Atelier Universitaire". M. Renault Gariépy, signataire, y exposait nos activités et surtout nos difficultés.

Le problème central actuellement est celui du "logement". S'il existait, les années passées, il devient aujourd'hui aigu. A tel

point que nous nous voyons forcés de travailler dans un local à l'extérieur du campus. En effet, le 222 du Centre Social, qui était devenu traditionnel, s'il avait l'inconvénient de contraindre les comédiens et de nuire à la projection continuellement essentielle, avait au moins l'avantage de l'intimité que favorise l'exiguïté d'une pièce et surtout d'être à deux minutes de l'Université et au sein même des autres activités de l'A.G.E.U.M.

Or, présentement notre cas est le suivant: aux dizaines de tables et de chaises qu'on nous empilait incessamment l'an dernier et qui accentuait déjà le problème de l'exiguïté, on vient dernièrement d'ajouter un équipement énorme de poids et haltères.

Déjà amoindri par un plafond bas, des colonnes immenses, par le local devient nettement inutilisable à nos fins. Depuis que nous sommes démenagés sur la rue Dorchester, nous avons perdu des recrues.

Notre question étant celle du local, je tiens à formuler ici en termes précis que nous nous sommes déjà plaints de cette exiguïté, contrairement à ce qu'un entrefilet (au bas du même reportage) laisse entendre.

Nous l'avons fait de vive voix, Gilles Marsolais et moi, aux responsables du Centre Social et de l'A.G.E.U.M., et par écrit dans la "Quartier Latin", à la référence exacte du dernier numéro de l'année dernière, dans un article qui s'intitulait "Bilan sans complaisance".

Henri Abran, directeur

FOOTBALL CE SOIR

McDONALD COLLEGE vs UNIVERSITÉ de MONTRÉAL

AU PARC JARRY — À 7 H. 30